



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE

Union européenne

Vue d'ensemble

ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

2021

ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

Union européenne

Vue d'ensemble

Enquête du Groupe BEI sur l'investissement : synthèse concernant l'Union européenne

© Banque européenne d'investissement (BEI), 2022. Tous droits réservés.

À propos de l'enquête du Groupe BEI sur l'investissement (EIBIS)

Menée depuis 2016, l'enquête du Groupe BEI sur l'investissement est une étude annuelle unique en son genre qui sonde quelque 13 500 entreprises. Elle s'intéresse aux entreprises de tous les États membres de l'Union européenne ainsi qu'à un échantillon d'entreprises au Royaume-Uni et aux États-Unis.

L'enquête recueille des données sur les caractéristiques et les résultats des entreprises, sur leurs investissements antérieurs et leurs projets pour l'avenir, ou encore sur leurs sources ou leurs problèmes de financement, et sur les autres défis qu'elles doivent relever, comme la lutte contre les changements climatiques et de la transformation numérique. Basée sur un échantillonnage stratifié, l'enquête EIBIS est représentative à l'échelle des 27 États membres de l'UE, du Royaume-Uni et des États-Unis, ainsi que des quatre catégories d'entreprises (des microentreprises aux grandes entreprises) et de quatre grands secteurs économiques (industrie manufacturière, construction, services et infrastructures). L'enquête vise à constituer un éventail d'observations, à l'appui de l'analyse de données issues de séries chronologiques. Les observations peuvent également avoir pour point de départ les bilans et les comptes de résultat des entreprises. L'enquête EIBIS a été conçue par le département Analyses économiques de la BEI, et est gérée par ce même département avec le soutien d'Ipsos MORI.

À propos de la présente publication

Cette série de rapports propose une synthèse des données collectées pour les 27 États membres de l'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis. Ces documents ont pour objet de fournir un aperçu des données. Aux fins de ces publications, les données sont pondérées en fonction de la valeur ajoutée afin de mieux refléter la contribution des différentes entreprises à l'activité économique. Contact : eibis@eib.org.

Téléchargez les conclusions de l'enquête du Groupe BEI sur l'investissement pour chaque pays de l'UE ou consultez le portail de données à l'adresse www.eib.org/eibis.

À propos du département Analyses économiques de la BEI

Le département Analyses économiques de la BEI a pour mission de fournir des analyses et des études économiques destinées à aider la Banque à mettre en œuvre ses opérations et à définir son positionnement, sa stratégie et ses politiques. Fort d'une équipe de 40 économistes, le département est placé sous la direction de Debora Revoltella.

Principaux contributeurs à la présente publication

Julie Delanote et Irene Rizzoli.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la BEI.

À propos d'Ipsos Public Affairs

Ipsos Public Affairs travaille en étroite collaboration avec des autorités nationales, des services publics locaux et le secteur des organisations à but non lucratif, ainsi qu'avec des organisations internationales et supranationales. Son personnel, composé d'environ 200 chargés d'études basés à Londres et à Bruxelles, étudie principalement des questions ayant trait aux politiques et aux services publics. Ses travaux de recherche éclairent de manière décisive les décideurs et les collectivités.

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org. Vous pouvez également prendre contact avec notre bureau d'information, à l'adresse info@eib.org.

Publié par la Banque européenne d'investissement.

EIBIS 2021 – Synthèse concernant l'Union européenne

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Dynamique et tendances d'investissement

L'enquête 2021 du Groupe BEI sur l'investissement (EIBIS) montre une amélioration des perspectives d'investissement. Si la proportion des entreprises de l'UE qui ont effectué des investissements en 2020 a reculé, elles se montrent plus optimistes concernant leurs plans d'investissement en 2021 ; elles sont plus nombreuses à prévoir une augmentation de leurs investissements plutôt qu'une réduction. Le cycle d'investissement, à un point bas, marque une inflexion : les données de l'enquête EIBIS témoignent de la faiblesse de l'investissement en 2020 (79 % des entreprises ont investi), mais les entreprises prévoient désormais d'augmenter leurs investissements en 2021, ce qui constitue un net retournement par rapport à l'année précédente.

Répercussions de la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions importantes sur les entreprises de l'UE ; 49 % d'entre elles ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires, tandis que 21 % ont été en mesure de l'augmenter. L'investissement a également été pénalisé, puisque 26 % des entreprises de l'UE indiquent avoir revu à la baisse leurs plans d'investissement en raison de la pandémie.

Cependant, près de la moitié des entreprises de l'UE (46 %) déclarent que la pandémie les a amenées à prendre des mesures ou à effectuer des investissements ayant trait à la transformation numérique. Ce résultat est toutefois moins élevé qu'aux États-Unis, où 58 % des entreprises ont fait le même constat.

Besoins et priorités en matière d'investissement

Il ne fait aucun doute que la pandémie de COVID-19 a des incidences à long terme sur les besoins et les priorités. De nouveau, la transition numérique occupe une place prépondérante, puisque la vaste majorité des entreprises (55 %) disent anticiper une utilisation accrue des technologies numériques à long terme dans ce contexte.

Près de la moitié (49 %) de l'ensemble des entreprises de l'UE déclarent avoir fonctionné à pleine capacité ou au-delà au cours du dernier exercice financier, soit une proportion inférieure à celle ressortant de l'enquête EIBIS 2020 (61 %). En outre, 14 % des entreprises signalent avoir trop peu investi, un résultat comparable à celui de l'enquête EIBIS 2020.

Pour les trois prochaines années, l'enquête EIBIS 2021 montre un léger recul de la proportion des entreprises qui n'ont pas prévu d'investir (9 % contre 13 % dans l'enquête EIBIS 2020). Si les investissements de remplacement restent la principale priorité, le renforcement des capacités gagne en importance et supplante les investissements dans les nouveaux produits ou services (respectivement 32 % et 26 %).

Activités d'innovation

Plus d'un tiers (36 %) des entreprises de l'UE ont développé ou mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services dans le cadre de leurs activités d'investissement ; cette proportion, inférieure à celle de l'enquête EIBIS 2020 (42 %), reste supérieure à celle de l'enquête EIBIS 2019 (33 %).

Au total, 61 % des entreprises de l'UE ont adopté au moins une technologie numérique avancée, ce qui est très comparable au résultat de l'enquête EIBIS 2020 (63 %) mais reste inférieur à la proportion de ces entreprises aux États-Unis (66 %).

Moteurs et freins

Dans l'ensemble, les entreprises ont fait preuve d'un regain d'optimisme ; les indicateurs du climat économique et de la disponibilité des financements internes retrouvent des niveaux positifs à mesure que la reprise se fait sentir.

Sur fond de reprise, les entreprises sont bien plus nombreuses à considérer le niveau de disponibilité du personnel qualifié, les coûts de l'énergie et les infrastructures de transport comme des entraves, tandis que l'incertitude a une incidence moindre.

Financement de l'investissement

Les conditions d'accès au financement sont restées très favorables. Seulement 5 % des entreprises de l'Union européenne ont pu être considérées comme restreintes dans leurs possibilités d'accès aux financements au cours du dernier exercice financier, un résultat comparable à celui de l'enquête EIBIS 2020.

Sous l'effet de la crise, 16 % des entreprises de l'UE se sont endettées davantage, tandis que 5 % d'entre elles ont levé de nouveaux fonds propres auprès de leurs propriétaires actuels et 2 % ont bénéficié de nouvelles sources de fonds propres. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, environ la moitié (51 %) des entreprises de l'UE ont bénéficié d'une forme de soutien des pouvoirs publics en réponse. Les subventions et aides non remboursables représentent la principale forme de soutien financier (36 %). On observe que 17 % des entreprises ont bénéficié d'un crédit garanti et 16 % d'un report des paiements.

Changements climatiques et efficacité énergétique

Les changements climatiques et la réalité de la transition climatique commencent à se faire sentir dans les entreprises. Environ 58 % des entreprises de l'UE se disent touchées par les risques physiques liés aux changements climatiques. Les entreprises de l'UE commencent à prendre en compte les risques liés à la transition vers la neutralité carbone et se répartissent en proportions à peu près égales entre celles qui anticipent des perspectives orientées à la baisse et celles qui en perçoivent le potentiel (environ 30 %). Elles sont toutefois encore 41 % à considérer que la transition vers une économie neutre en carbone n'aura pas d'incidence sur elles.

En moyenne, 43 % des entreprises de l'UE ont déjà investi pour remédier aux effets des changements climatiques et environ 37 % ont investi dans des mesures d'efficacité énergétique au cours du dernier exercice financier. La proportion d'entreprises qui prévoient des investissements liés au climat est passée de 41 % à 47 %. Aux États-Unis, en revanche, seulement 28 % des entreprises ont déjà investi dans des projets liés au climat et seulement 40 % l'envisagent, ce qui peut être le signe que le cap donné par l'UE en matière d'action climatique porte ses fruits. De surcroît, 46 % des entreprises de l'UE déclarent qu'elles se sont dotées d'objectifs en matière d'émissions de carbone et de consommation d'énergie, un facteur associé à l'investissement, ce qui traduit l'effet incitatif de la réglementation en matière de redevabilité.

Gestion de l'entreprise, équilibre hommes-femmes et effectifs

Dans l'ensemble, les entreprises de l'Union européenne ont maintenu leurs effectifs inchangés durant la pandémie de COVID-19. Cette situation contraste avec celle des États-Unis, où les effectifs ont diminué, en moyenne, de 2 %.

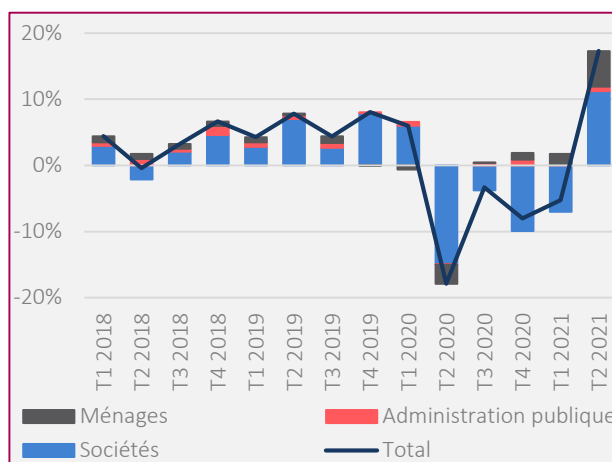
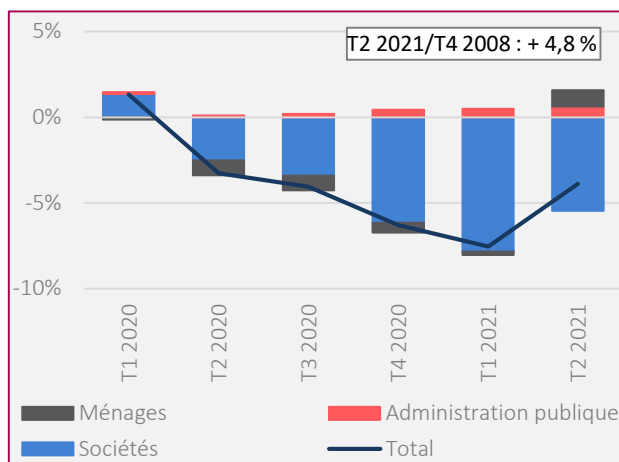
En ce qui concerne les pratiques de gestion, deux tiers des entreprises de l'UE établissent un lien entre performances individuelles et rémunération, ce qui est moins élevé qu'aux États-Unis (79 %). Plus de la moitié (54 %) des entreprises de l'UE préfèrent s'appuyer sur un système de suivi stratégique, une proportion nettement plus élevée qu'aux États-Unis (39 %). En matière d'équilibre hommes-femmes, la proportion d'entreprises qui déploient des efforts est la même dans l'Union européenne et aux États-Unis, à 60 %.

Dynamique d'investissement

DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL

L'activité globale d'investissement s'est très fortement contractée à partir du deuxième trimestre de 2020, une contraction concomitante du choc de la pandémie de COVID-19 sur l'économie. Ce recul était imputable avant tout au secteur des sociétés. Néanmoins, l'investissement a paru se redresser au début de 2021, au moment même où les restrictions visant à limiter la propagation de la pandémie étaient allégées.

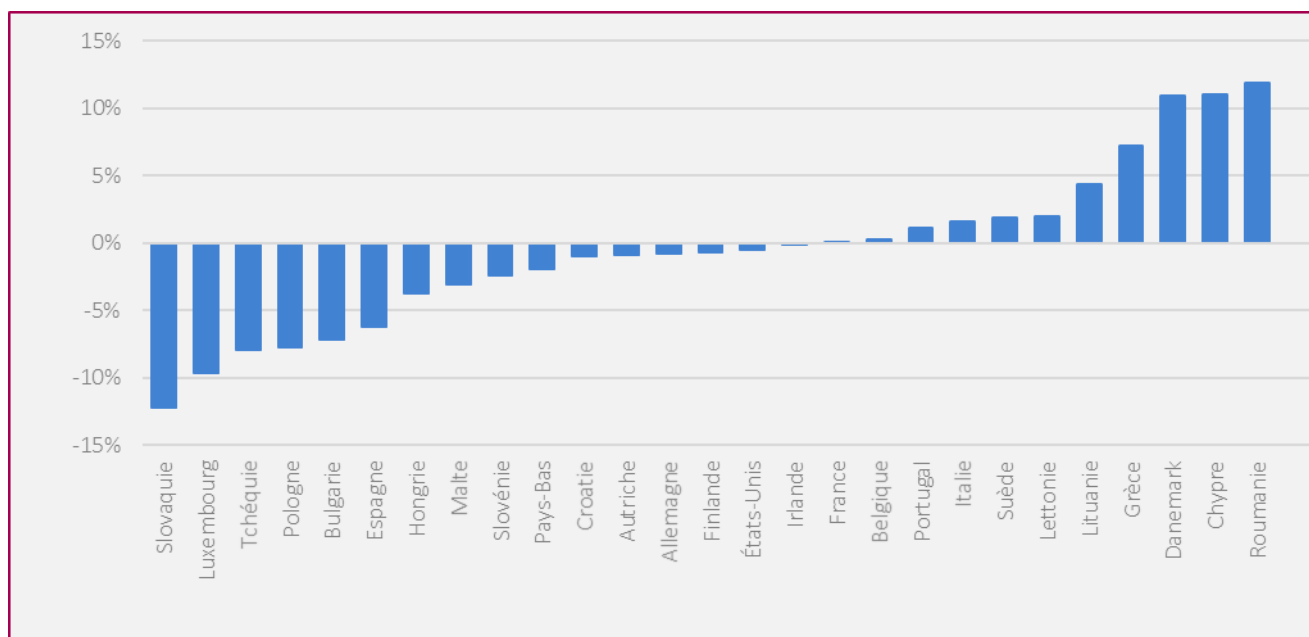
Sous un angle comparatif, l'activité d'investissement a diminué ou est restée stable dans de nombreux pays entre le quatrième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2021. Font figure d'exception des pays comme le Danemark, Chypre et la Roumanie, où les investissements ont augmenté de plus de 10 %. Dans d'autres pays, tels que la Slovaquie et la Pologne, il a été constaté une baisse de l'investissement allant jusqu'à 11 %.



Le graphique de gauche illustre l'évolution de la formation brute de capital fixe totale (en termes réels), par secteur institutionnel. Les données converties en sommes sur quatre trimestres sont corrigées du déflateur implicite de la FBCF totale. La somme sur quatre trimestres de la FBCF totale au T4 2019 est normalisée à 0. Source : Eurostat.

Le graphique de droite illustre le taux de croissance de la formation brute de capital fixe totale en glissement annuel (en termes réels), par secteur institutionnel. Les données sont corrigées du déflateur implicite de la FBCF totale. Source : Eurostat.

DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Formation brute de capital fixe totale (en termes réels) au T2 2021 par rapport au T4 2019 (données de T1 2021 pour la Bulgarie, la Tchéquie, le Luxembourg et la Roumanie). Les données converties en sommes sur quatre trimestres sont corrigées du déflateur implicite de la FBCF totale. La somme sur quatre trimestres de la FBCF totale au T4 2019 est normalisée à 0.

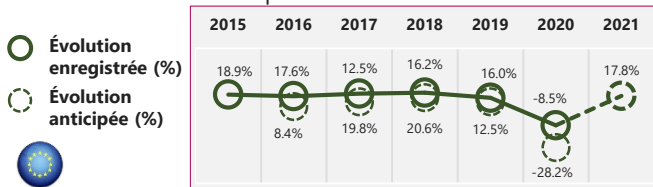
Source : Eurostat pour les données de l'UE, Office central des statistiques pour les données de l'Irlande, Bureau de l'analyse économique pour les données des États-Unis.

L'investissement en Estonie a augmenté de plus de 40 % au T2 2021 par rapport au T4 2019, ce qui tient presque entièrement à la hausse ponctuelle des investissements en produits de propriété intellectuelle au cours de la période. En l'absence de série corrigée, nous ne l'indiquons pas dans le graphique.

Dynamique et tendances d'investissement

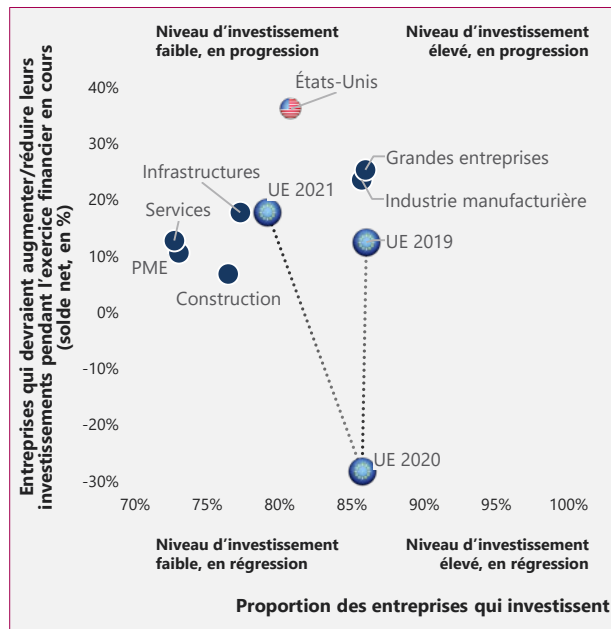
CYCLE D'INVESTISSEMENT ET ÉVOLUTION DES ANTICIPATIONS D'INVESTISSEMENT

Les entreprises actives dans l'UE considèrent leurs futurs investissements avec optimisme, une embellie après une année 2020 marquée par la faiblesse de l'investissement. De fait, les entreprises sont nettement plus nombreuses à prévoir une augmentation de leurs investissements plutôt qu'une réduction en 2021, en particulier les grandes entreprises et les entreprises manufacturières. Il s'agit là d'une évolution positive notable par rapport à l'enquête EIBIS 2020, puisque les anticipations d'investissement ont renoué avec leurs niveaux antérieurs. Aux États-Unis, les perspectives d'investissement sont toujours considérées comme étant plus favorables que dans l'Union européenne. Au sein de l'Union européenne, tous les pays, à l'exception de Malte, considèrent leurs perspectives d'investissement avec optimisme.



Le terme « évolution enregistrée » recouvre la proportion des entreprises qui ont investi plus, minorée de la part de celles qui ont investi moins ; le terme « évolution anticipée » recouvre la part des entreprises qui prévoient ou prévoient d'investir plus, minorée de la part de celles qui prévoient ou prévoient d'investir moins.

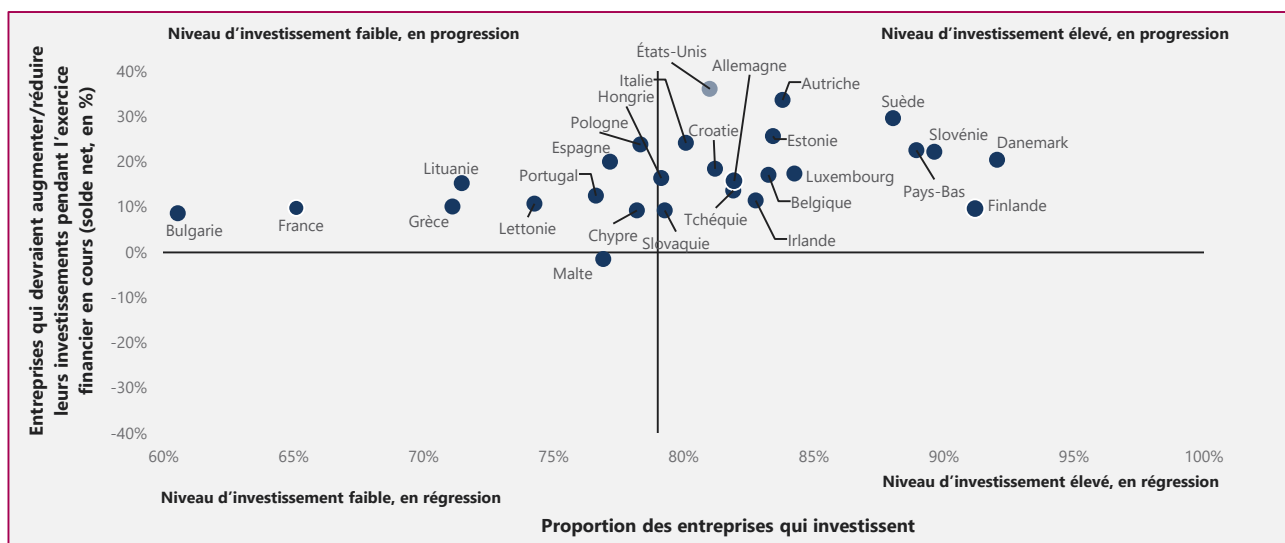
Échantillon : toutes les entreprises.



La proportion des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

CYCLE D'INVESTISSEMENT ET ÉVOLUTION DES ANTICIPATIONS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



La proportion des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR. Le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne de l'UE pour 2020.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

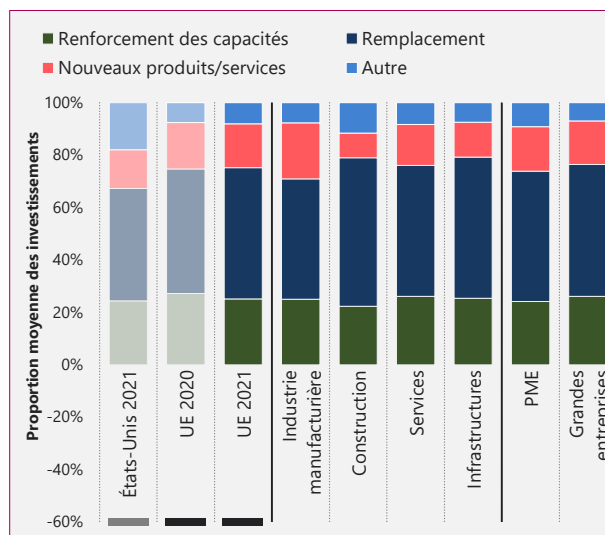
Dynamique et tendances d'investissement

FINALITÉ DES INVESTISSEMENTS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER

(% des investissements des entreprises)

En moyenne, la moitié (47 %) des dépenses d'investissement des entreprises de l'Union européenne ont été consacrées au remplacement de capacités au cours du dernier exercice financier – comme dans l'enquête EIBIS 2020 –, avec des variations allant de 46 % dans l'industrie manufacturière à 57 % dans le secteur de la construction. Le renforcement des capacités a également représenté une proportion élevée du total des dépenses d'investissement (25 %). Une part plus faible du total des dépenses d'investissement a été consacrée aux nouveaux produits et services (17 %), en particulier dans le secteur de la construction (9 %).

La proportion d'investissements de capacité était la plus élevée en Lettonie (38 %) et la plus faible à Chypre (13 %) ; la proportion d'investissements de remplacement était la plus élevée en France (61 %) et la plus faible en Irlande (30 %) ; la proportion d'investissements alloués à de nouveaux produits ou services était la plus élevée en Irlande (29 %) et la plus faible en Croatie (10 %).

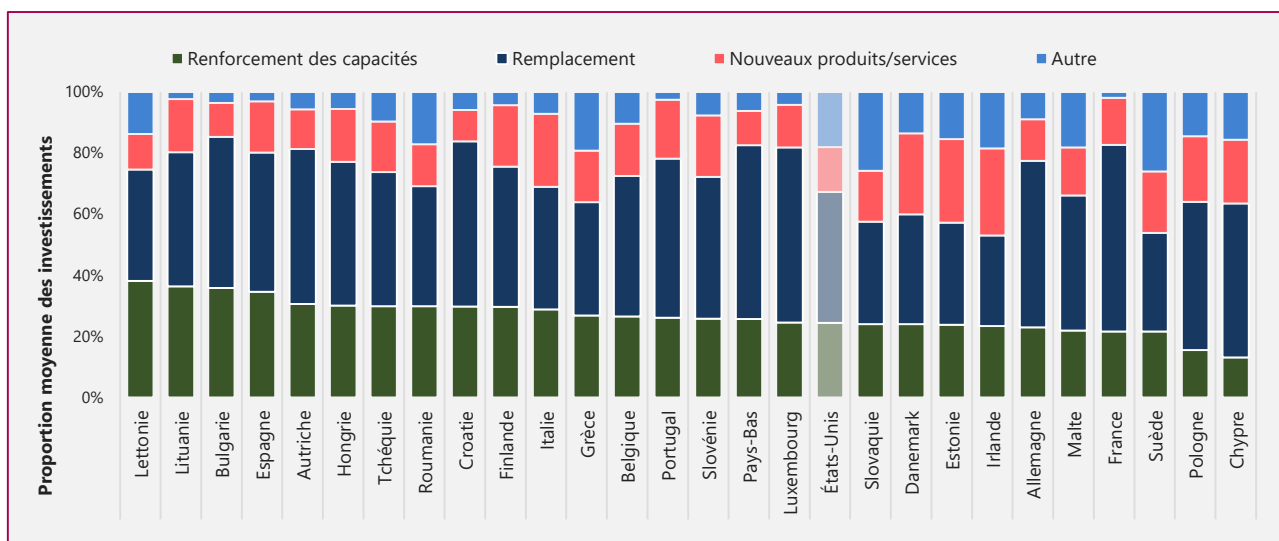


Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée a) au remplacement de capacités (y compris bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) au renforcement des capacités pour des produits ou des services existants ; c) à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

FINALITÉ DES INVESTISSEMENTS PAR PAYS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER

(% des investissements des entreprises)



Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée a) au remplacement de capacités (y compris bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) au renforcement des capacités pour des produits ou des services existants ; c) à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

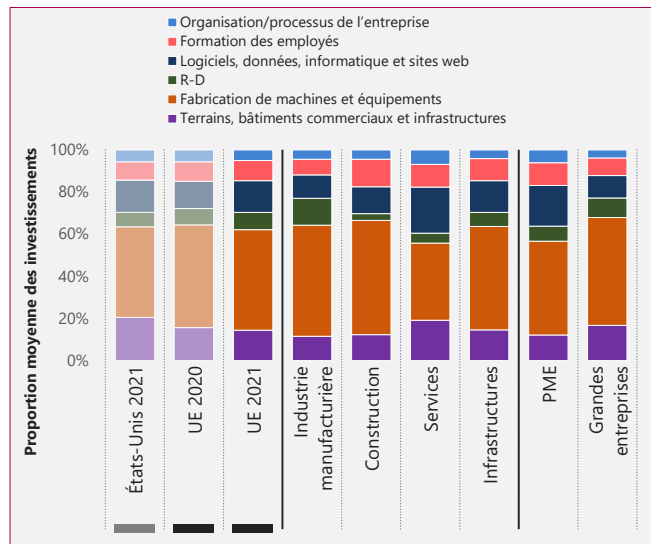
Tendances d'investissement

DOMAINES D'INVESTISSEMENT

Les investissements dans les actifs incorporels (R-D, logiciels, formation et processus de l'entreprise) réalisés par les entreprises européennes ont légèrement augmenté en 2020 par rapport aux résultats de l'enquête EIBIS 2020 pour 2019.

Les activités d'investissement diffèrent selon le secteur et la catégorie d'entreprises. Les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises du secteur des services ont alloué une proportion plus élevée de leurs investissements aux actifs incorporels et une proportion moindre aux actifs corporels (terrains, bâtiments, infrastructures et machines).

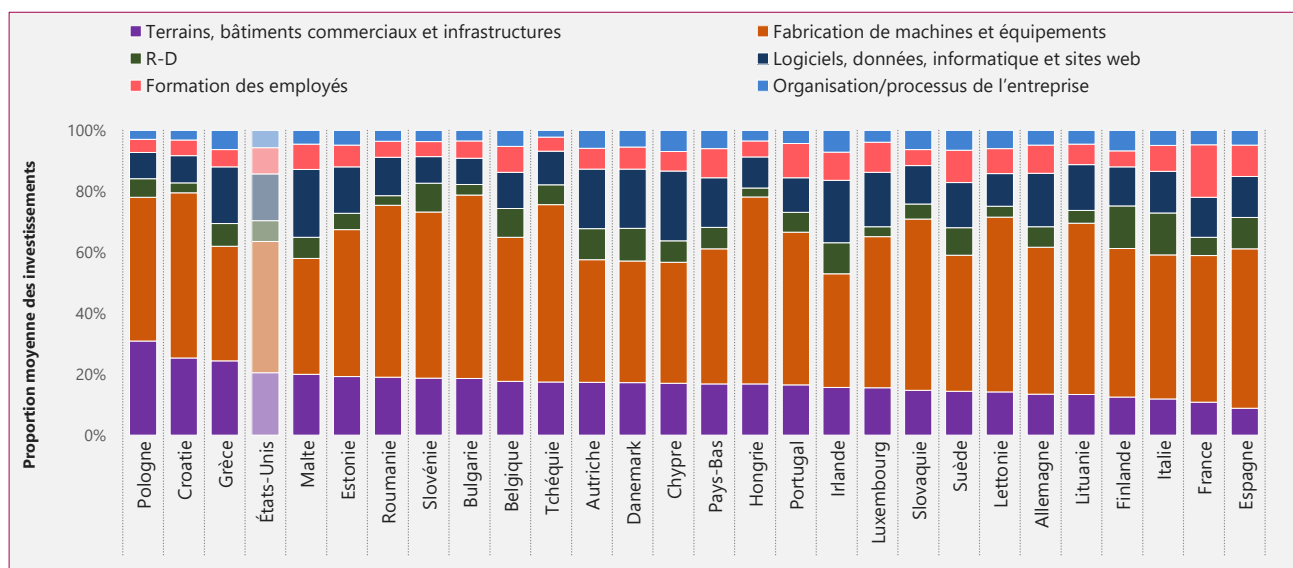
Les entreprises en Croatie, en Bulgarie, en Hongrie et en Pologne ont alloué aux actifs incorporels la proportion de leurs investissements la plus faible. La proportion des investissements alloués aux actifs incorporels était la plus élevée en Irlande et à Chypre.



Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

DOMAINES D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

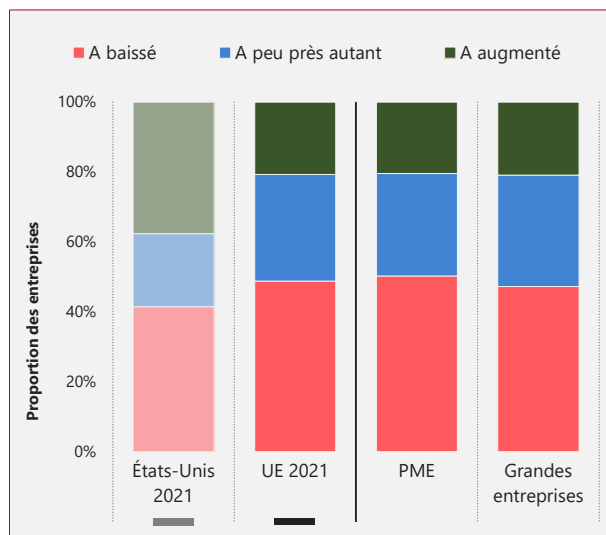
Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Répercussions de la pandémie de COVID-19

INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La pandémie de COVID-19 a gravement obéré le chiffre d'affaires des entreprises. Interrogées sur l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur leur chiffre d'affaires, près de la moitié de l'ensemble des entreprises de l'UE (49 %) ont fait état d'une baisse par rapport au début de 2020, avant que l'économie soit touchée par la pandémie. En moyenne, les entreprises américaines sont plus susceptibles d'avoir augmenté leur chiffre d'affaires que les celles de l'UE (38 % contre 21 % respectivement).

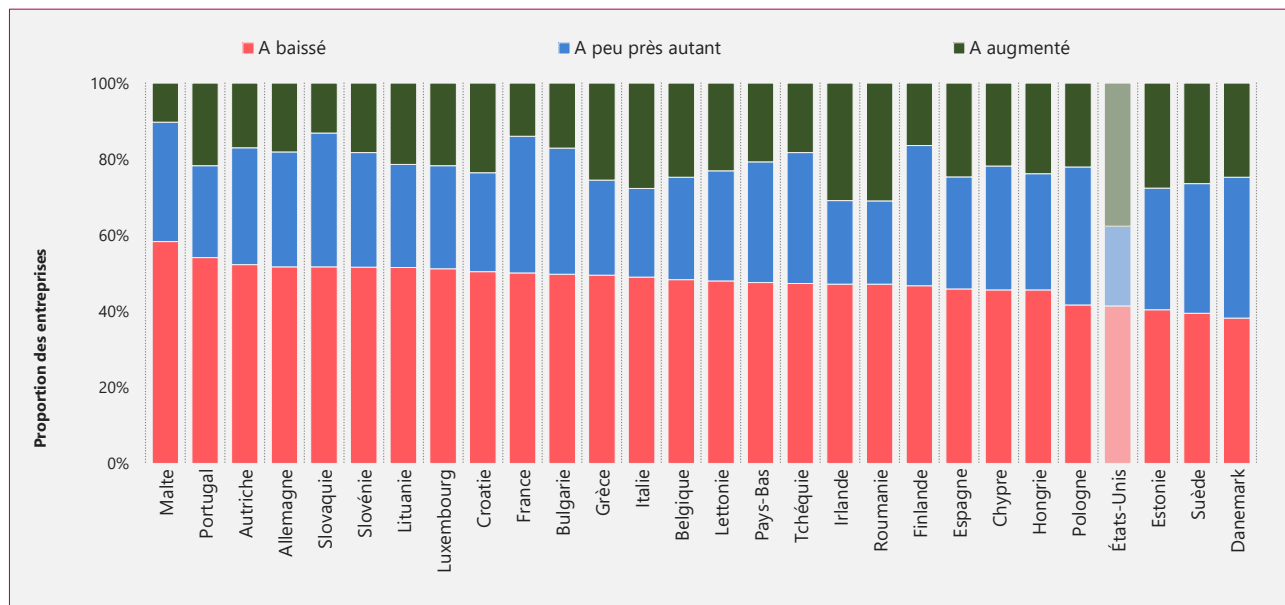
Malte (58 %) et le Portugal (54 %) enregistrent la plus forte proportion d'entreprises faisant état d'une baisse de leur chiffre d'affaires, tandis que l'Irlande et la Roumanie (31 % dans les deux cas) présentent la plus forte proportion d'entreprises dont le chiffre d'affaires a augmenté depuis le début de 2020.



Q : À ce jour, quelle a été l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le chiffre d'affaires de votre entreprise par rapport au début de 2020 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PAYS



Q : À ce jour, quelle a été l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le chiffre d'affaires de votre entreprise par rapport au début de 2020 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

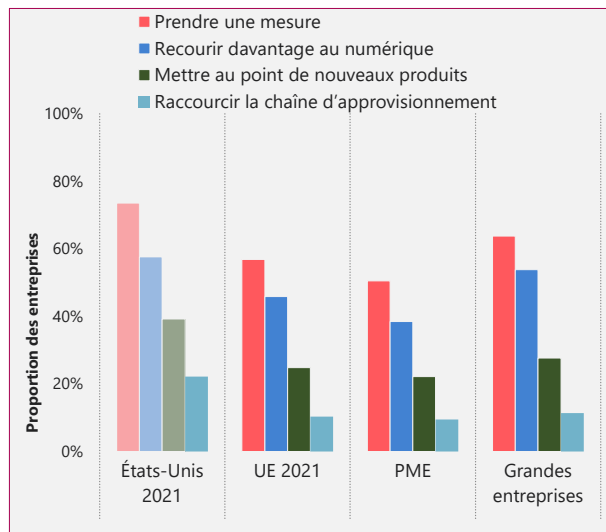
Répercussions de la pandémie de COVID-19

MESURES À COURT TERME PRISES EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Les entreprises de l'UE (57 %) qui déclarent avoir pris au moins une mesure à court terme en réponse à la pandémie de COVID-19 sont moins nombreuses que leurs homologues américaines, qui sont 74 % à déclarer avoir adopté une telle démarche. Le domaine d'action ou d'investissement le plus cité par les entreprises de l'UE est celui du numérique (46 %).

Les grandes entreprises de l'UE (64 %) sont plus susceptibles d'avoir pris des mesures ou effectué des investissements en réponse à la pandémie.

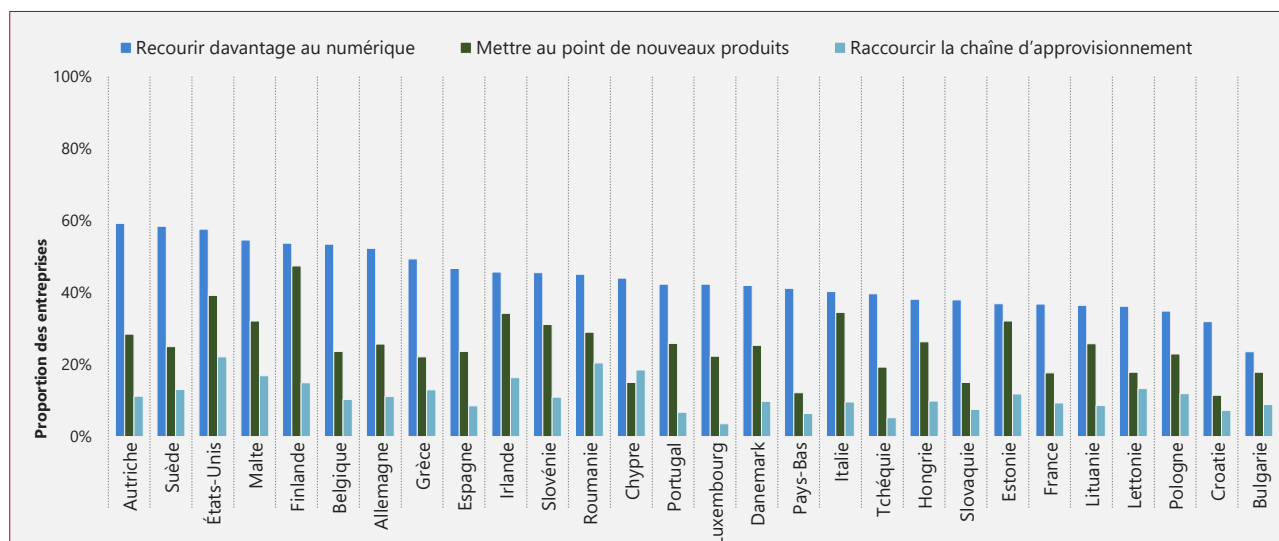
Selon les déclarations, la proportion d'entreprises que la pandémie a amenées à investir dans la transformation numérique est la plus élevée en Autriche (59 %) et en Suède (58 %) et la plus faible en Bulgarie (24 %) et en Croatie (32 %).



Q. : Face à la pandémie de COVID-19, avez-vous pris des mesures ou effectué des investissements visant à...

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

MESURES À COURT TERME PRISES EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 PAR PAYS



Q. : Face à la pandémie de COVID-19, avez-vous pris des mesures ou effectué des investissements visant à...

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Répercussions de la pandémie de COVID-19

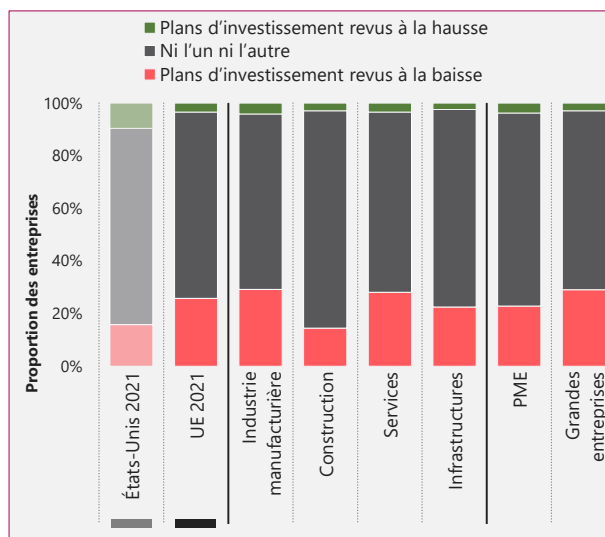
RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Lorsqu'on leur demande si elles ont modifié leurs plans d'investissement au cours de la pandémie, seulement 3 % des entreprises de l'UE font état d'une augmentation de leurs investissements pendant cette période, tandis que 26 % indiquent avoir revu leurs plans d'investissement à la baisse.

Dans l'ensemble, près de 30 % des entreprises de l'UE déclarent avoir modifié leurs anticipations d'investissement en raison de la pandémie, une proportion plus élevée qu'aux États-Unis (25 %), où elles étaient également plus nombreuses à revoir leurs plans d'investissement à la hausse.

Les entreprises du secteur de la construction sont les moins susceptibles d'avoir revu leurs plans d'investissement à la baisse (15 %), tandis que les entreprises manufacturières sont les plus susceptibles d'avoir pris cette décision (29 %).

La Roumanie (38 %) et la Belgique (33 %) comptent la plus grande proportion d'entreprises qui ont revu leurs plans d'investissement à la baisse, tandis que le Danemark (85 %) et Chypre (83 %) présentent la plus grande proportion d'entreprises qui ont maintenu leurs plans inchangés dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

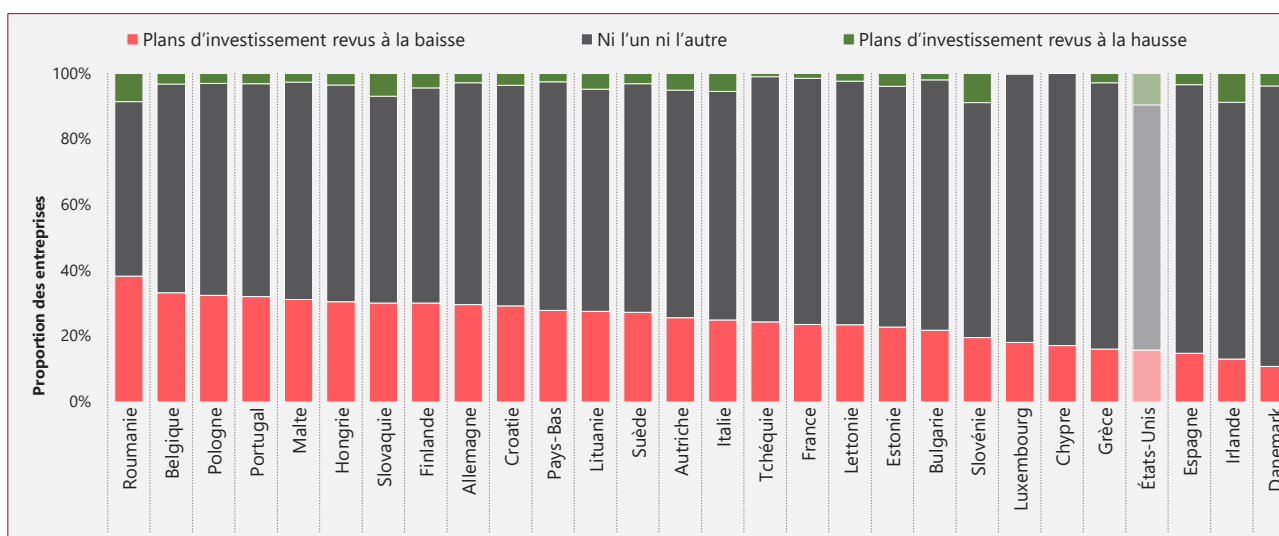


Q. : Vous avez indiqué que vous avez revu vos plans d'investissement en raison de la pandémie de COVID-19. Les avez-vous revus à la hausse ou à la baisse ?

Q. : Votre entreprise a-t-elle pris l'une des mesures suivantes en raison de la pandémie de COVID-19 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. : Votre entreprise a-t-elle pris l'une des mesures suivantes en raison de la pandémie de COVID-19 ?

Q. : Vous avez indiqué que vous avez revu vos plans d'investissement en raison de la pandémie de COVID-19. Les avez-vous revus à la hausse ou à la baisse ?

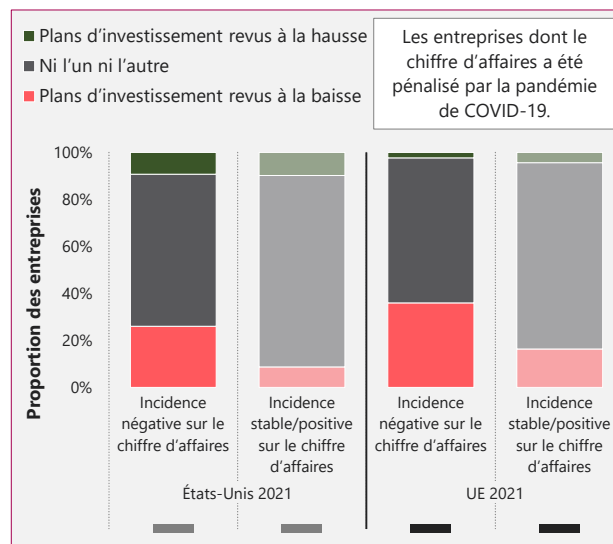
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Répercussions de la pandémie de COVID-19

HÉTÉROGÉNÉITÉ DES RÉPERCUSSIONS « COVID-19 » EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Dans l'ensemble, les entreprises dont le chiffre d'affaires a été pénalisé par la pandémie de COVID-19 sont plus susceptibles d'avoir révisé leurs plans d'investissement à la baisse que celles dont le chiffre d'affaires a augmenté. Plus d'un tiers (36 %) des entreprises de l'UE qui ont enregistré une incidence négative sur leur chiffre d'affaires révisent leurs plans d'investissement à la baisse, une proportion bien supérieure à celle des entreprises aux États-Unis (26 %).

La proportion d'entreprises qui ont revu leurs plans d'investissement à la baisse en raison d'une incidence négative sur leur chiffre d'affaires est la plus élevée en Pologne (49 %) et en Belgique (47 %), et la plus faible à Chypre (16 %).



Q. Pensez-vous que la pandémie de COVID-19 aura des répercussions à long terme sur l'un des éléments suivants ?

Q. : À ce jour, quelle a été l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le chiffre d'affaires de votre entreprise par rapport au début de 2020 ? Votre chiffre d'affaires

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

HÉTÉROGÉNÉITÉ DES RÉPERCUSSIONS « COVID-19 » EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Pensez-vous que la pandémie de COVID-19 aura des répercussions à long terme sur l'un des éléments suivants ?

Q. : À ce jour, quelle a été l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le chiffre d'affaires de votre entreprise par rapport au début de 2020 ? Votre chiffre d'affaires

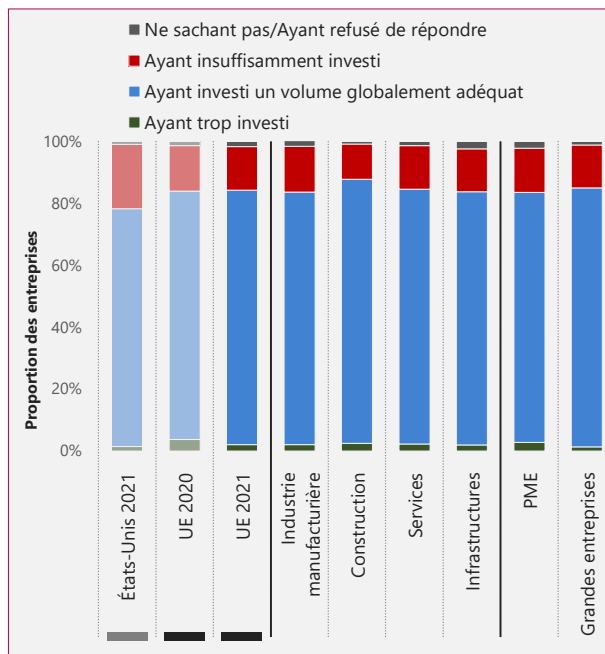
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Besoins et priorités en matière d'investissement

DÉFICIT D'INVESTISSEMENT PERÇU

Les entreprises ne perçoivent pas de déficit d'investissement majeur. Malgré des circonstances difficiles, quatre entreprises de l'UE (82 %) sur cinq estiment avoir investi un volume globalement adéquat au cours des trois dernières années. Ce résultat comparable à celui des entreprises américaines dans l'enquête EIBIS 2021 et des entreprises de l'UE dans l'enquête EIBIS 2020. Les entreprises de l'UE sont 14 % à déclarer avoir investi trop peu, soit la même proportion que dans l'enquête EIBIS 2020.

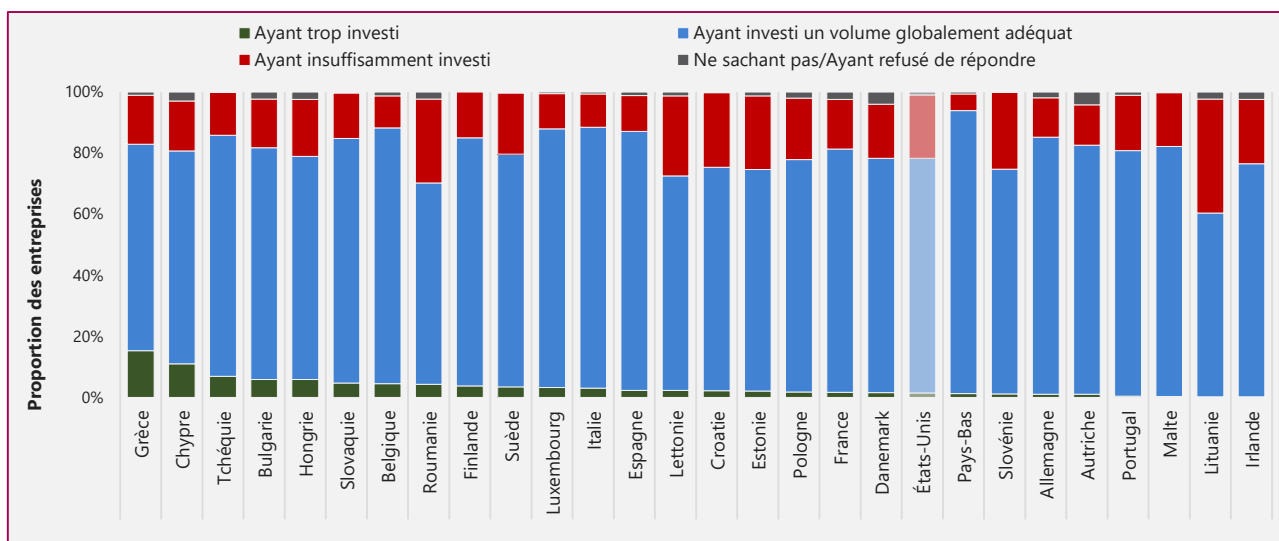
Comme dans l'enquête EIBIS 2020, les entreprises en Lituanie (37 %) et en Roumanie (27 %) sont les plus enclines à estimer avoir insuffisamment investi au cours des trois dernières années. À l'opposé, les entreprises en Grèce (15 %) et à Chypre (11 %) sont les plus enclines à estimer avoir trop investi. Les entreprises aux Pays-Bas sont les plus susceptibles de considérer que le volume de leurs investissements était globalement adéquat (93 %).



Q. Si vous deviez faire le bilan de vos investissements au cours des trois dernières années, diriez-vous que leur volume a été excessif, insuffisant ou globalement adéquat ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu qu'elles n'existaient pas il y a trois ans).

DÉFICIT D'INVESTISSEMENT PERÇU PAR PAYS



Q. Si vous deviez faire le bilan de vos investissements au cours des trois dernières années, diriez-vous que leur volume a été excessif, insuffisant ou globalement adéquat ?

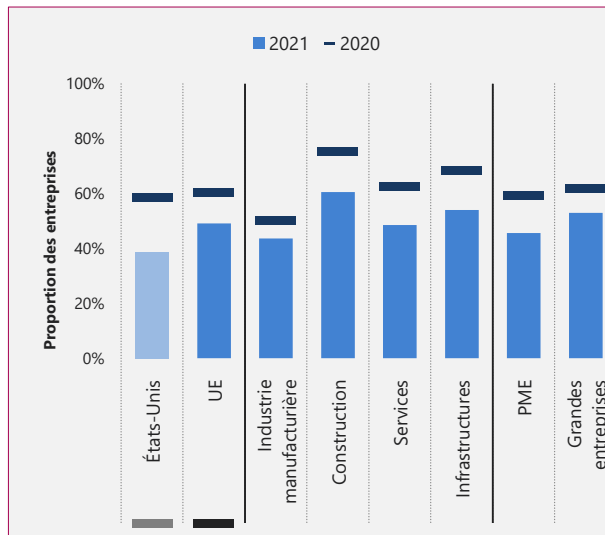
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu qu'elles n'existaient pas il y a trois ans).

Besoins et priorités en matière d'investissement

PROPORTION D'ENTREPRISES FONCTIONNANT À PLEINE CAPACITÉ OU AU-DELÀ

La proportion des entreprises fonctionnant à pleine capacité ou au-delà dans l'UE (49 %) au cours du dernier exercice financier a diminué par rapport à l'enquête EIBIS 2020, où elle s'élevait encore à 61 %. Le recul de la proportion des entreprises opérant à pleine capacité ou au-delà est également manifeste aux États-Unis (39 %, contre 49 % dans l'enquête EIBIS 2020).

Les entreprises danoises sont les plus susceptibles de déclarer avoir fonctionné à pleine capacité ou au-delà (60 %) en 2020, tandis que les entreprises en Irlande et en Lettonie sont les moins susceptibles de faire ce constat (35 %). En comparaison avec l'enquête EIBIS 2020, Malte, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Croatie et la Tchéquie ont enregistré la plus forte baisse de la proportion des entreprises opérant à pleine capacité ou au-delà.

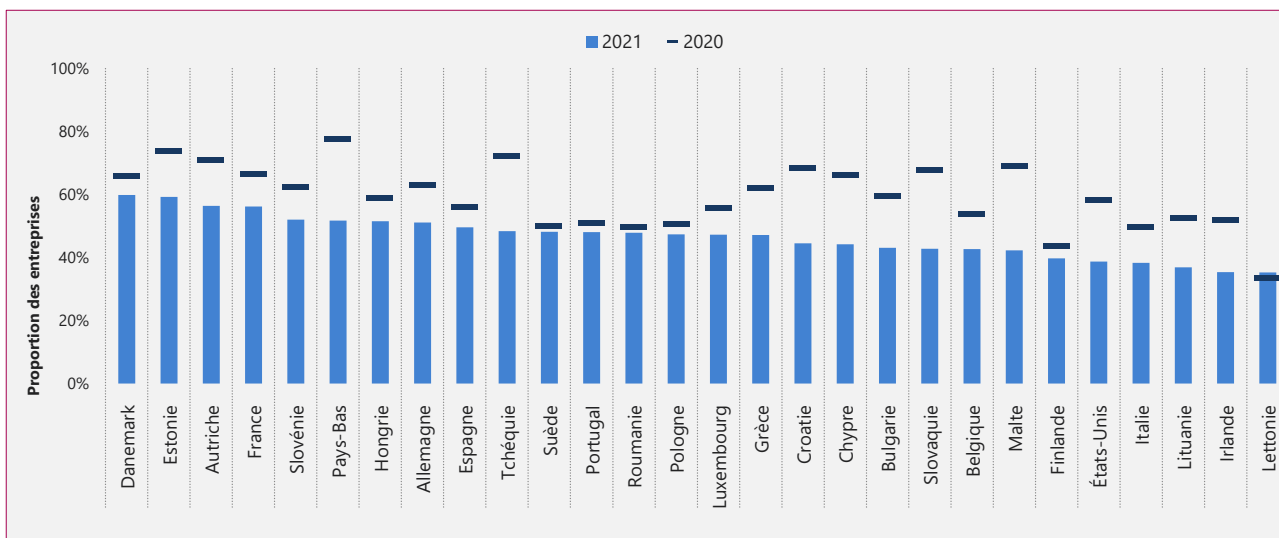


La pleine capacité est la capacité maximale qui peut être atteinte, par exemple en application des pratiques générales de l'entreprise concernant l'utilisation des machines et équipements, les heures supplémentaires, le travail posté, les congés, etc.

Q. Au cours du dernier exercice financier, votre entreprise fonctionnait-elle au maximum de la capacité qu'elle peut atteindre dans des circonstances normales ou au-delà ?

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui opèrent quelque peu ou bien en deçà de leur pleine capacité).

PROPORTION DES ENTREPRISES FONCTIONNANT À PLEINE CAPACITÉ OU AU-DELÀ PAR PAYS



La pleine capacité est la capacité maximale qui peut être atteinte, par exemple en application des pratiques générales de l'entreprise concernant l'utilisation des machines et équipements, les heures supplémentaires, le travail posté, les congés, etc.

Q. Au cours du dernier exercice financier, votre entreprise fonctionnait-elle au maximum de la capacité qu'elle peut atteindre dans des circonstances normales ou au-delà ?

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui opèrent quelque peu ou bien en deçà de leur pleine capacité).

Besoins et priorités en matière d'investissement

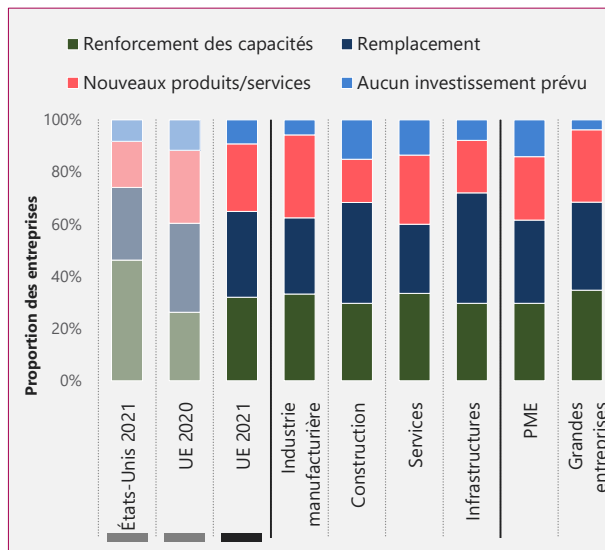
FUTURES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT

Comme dans l'enquête EIBIS 2020, le remplacement de capacités reste la priorité d'investissement la plus souvent citée pour les trois prochaines années (33 %). Toutefois, la proportion des entreprises qui considèrent le renforcement des capacités comme une priorité a augmenté par rapport à l'enquête EIBIS 2020 (32 %, contre 26 %). Les investissements de renforcement des capacités sont passés devant les investissements dans de nouveaux produits ou services (26 %).

En comparaison avec l'enquête EIBIS 2020, la proportion des entreprises qui n'ont pas prévu d'investir a légèrement diminué et représente à présent moins de 10 %.

Aux États-Unis, l'ordre des priorités d'investissement diffère légèrement de celui de l'UE ; les entreprises américaines sont moins nombreuses à considérer les investissements de remplacement comme une priorité (28 %) et plus nombreuses à déclarer privilégier les investissements de renforcement des capacités (46 %).

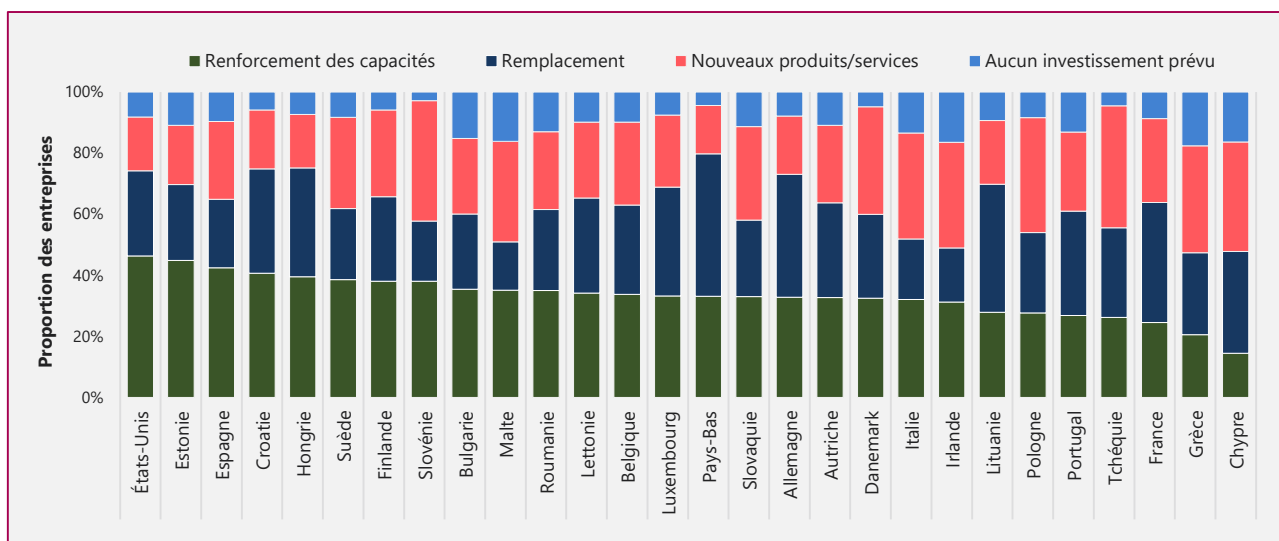
Les priorités d'investissement varient d'un pays à l'autre, sans présenter de schéma régional clair. La Grèce (18 %) et l'Irlande (17 %) comptent la plus grande proportion d'entreprises qui n'ont pas prévu d'investir au cours des trois prochaines années.



Q. Pour les trois années à venir, quelle est votre priorité d'investissement : a) le remplacement de capacités (en particulier, bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) le renforcement de capacités pour des produits ou des services existants ; c) la mise au point ou la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

FUTURES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Pour les trois années à venir, quelle est votre priorité d'investissement : a) le remplacement de capacités (en particulier, bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) le renforcement de capacités pour des produits ou des services existants ; c) la mise au point ou la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

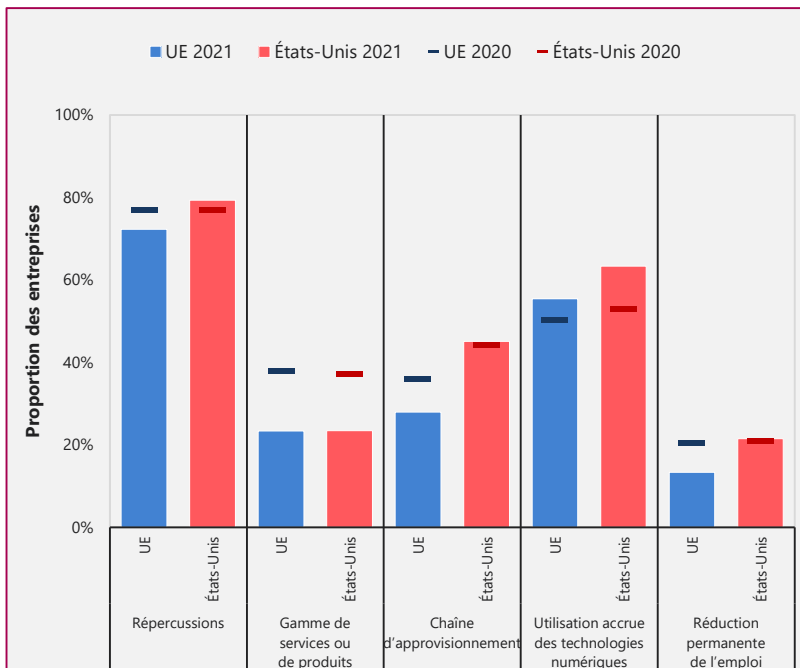
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Besoins et priorités en matière d'investissement

RÉPERCUSSIONS À LONG TERME DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Pour 72 % des entreprises de l'UE et 79 % des entreprises américaines, il ne fait aucun doute que la pandémie de COVID-19 aura des répercussions à long terme sur les besoins et les priorités. L'utilisation accrue des technologies numériques apparaît comme la principale conséquence à long terme. Dans l'enquête EIBIS 2021, plus de la moitié (55 %) des entreprises de l'UE estiment que la pandémie de COVID-19 augmentera l'utilisation des technologies numériques, contre 50 % dans l'enquête EIBIS 2020.

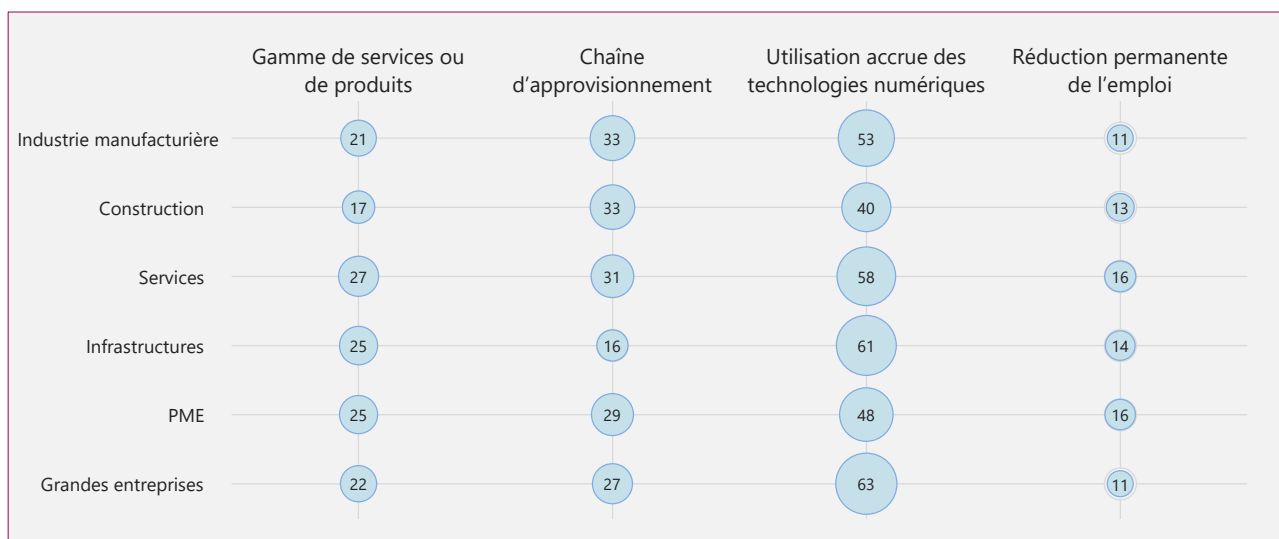
Les grandes entreprises (63 %) et les entreprises des secteurs des infrastructures (61 %) et des services (58 %) sont les plus nombreuses en proportion à considérer que la pandémie de COVID-19 aura des répercussions sur le long terme concernant l'utilisation accrue des technologies numériques.



Q. Pensez-vous que la pandémie de COVID-19 aura des répercussions à long terme sur l'un des éléments suivants ?

Échantillon : toutes les entreprises.

RÉPERCUSSIONS À LONG TERME DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS L'UNION EUROPÉENNE, PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



Q. Pensez-vous que la pandémie de COVID-19 aura des répercussions à long terme sur l'un des éléments suivants ?

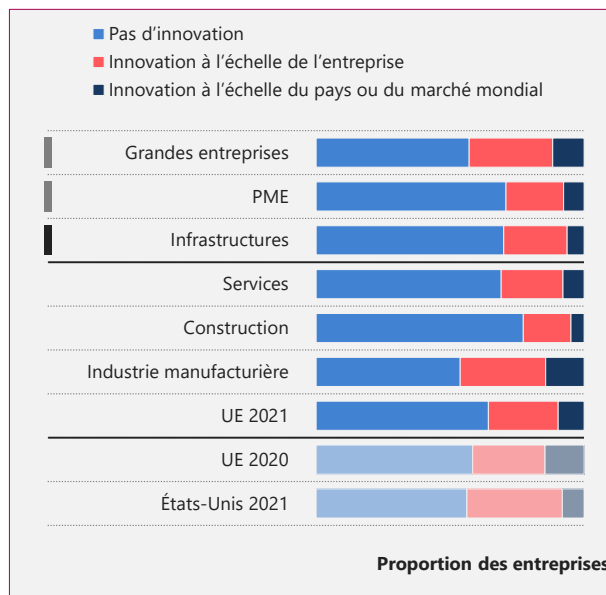
Échantillon : toutes les entreprises.

Activités d'innovation

ACTIVITÉS D'INNOVATION

Plus d'un tiers (36 %) des entreprises de l'UE ont développé ou mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services dans le cadre de leurs activités d'investissement au cours du dernier exercice financier ; cette proportion est inférieure à celle de l'enquête EIBIS 2020 (42 %), mais supérieure à celle de l'enquête EIBIS 2019 (33 %). Les entreprises de l'UE sont 10 % à faire état de l'introduction de produits, procédés ou services nouveaux sur le marché national ou mondial dans l'enquête EIBIS 2021. Comme dans l'enquête EIBIS 2020, les entreprises du secteur manufacturier (46 %) sont les plus susceptibles d'avoir mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services au cours du dernier exercice financier. Par ailleurs, les grandes entreprises sont plus nombreuses à avoir entrepris une innovation (43 %) que les PME (29 %).

Le niveau d'innovation est le plus élevé parmi les entreprises en Finlande (56 %), devant le Danemark (49 %) et l'Estonie (48 %), et il est le plus faible parmi les entreprises en Roumanie (25 %) et en Bulgarie (20 %).

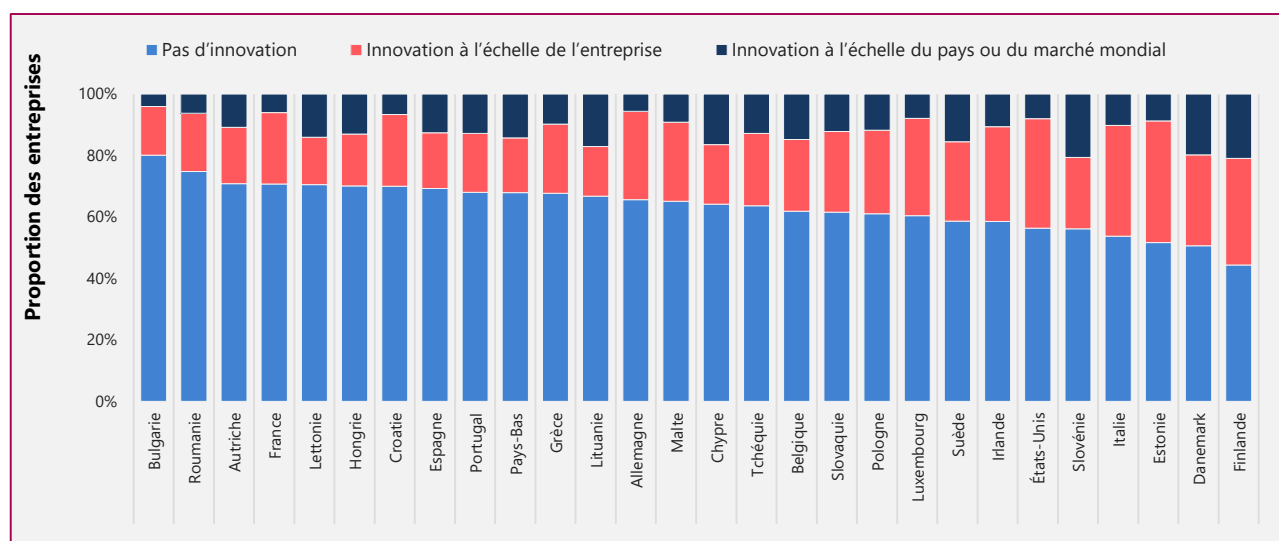


Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

ACTIVITÉS D'INNOVATION PAR PAYS



Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Activités d'innovation

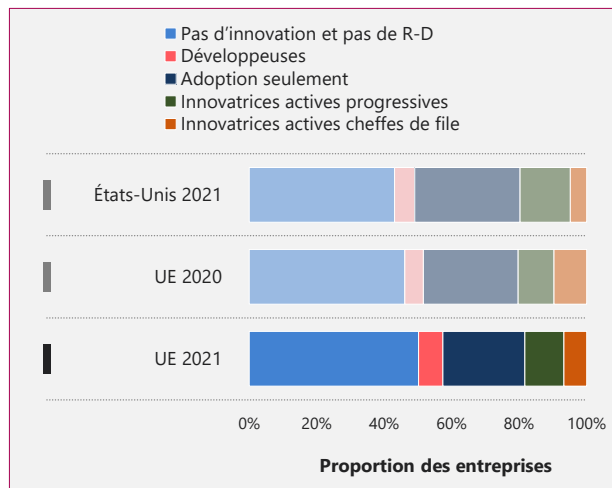
PROFIL D'INNOVATION

Environ une entreprise de l'UE sur cinq peut être considérée comme une innovatrice active, c'est-à-dire une entreprise qui a beaucoup investi dans la recherche-développement et mis sur le marché un produit, procédé ou service nouveau. Ce résultat est comparable à celui de l'enquête EIBIS 2020 (20 %) et à la proportion des entreprises considérées comme des innovatrices actives aux États-Unis (20 %). Dans l'enquête EIBIS 2021, les entreprises de l'UE qui entrent dans la catégorie des innovatrices actives sont plus nombreuses à être des innovatrices progressives (12 %) que des cheffes de file de l'innovation (7 %). À l'opposé, la moitié des entreprises de l'UE n'ont pas innové ni investi dans la R-D au cours du dernier exercice financier, soit une proportion plus élevée que dans l'enquête EIBIS 2020 (46 %) et qu'aux États-Unis (43 %).

Dans l'UE, la proportion d'innovatrices actives est la plus forte en Finlande (34 %) et en Slovaquie (31 %), et elle est la plus faible en Bulgarie (6 %) et en Roumanie (5 %).

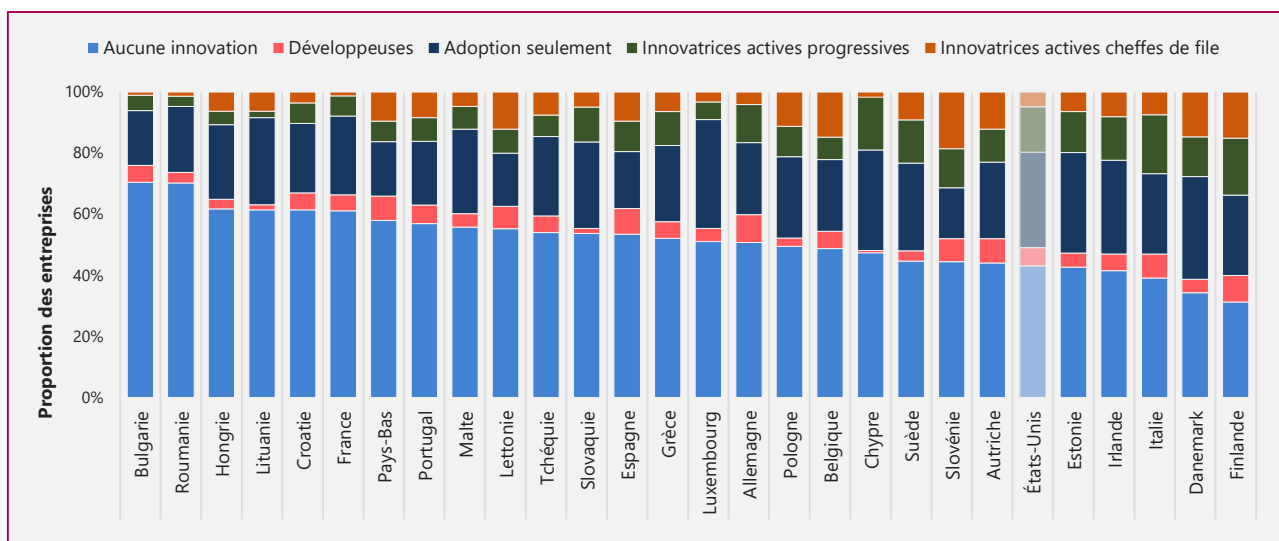
- Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?
 Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?
 Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans la recherche-développement (y compris l'acquisition de propriété intellectuelle) dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



Le groupe « pas d'innovation et pas de R-D » comprend les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services au cours du dernier exercice financier. Le groupe « adoption seulement » a mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais n'a pas déployé d'effort propre en matière de recherche-développement. Les « développeuses » sont les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais ont alloué une part importante de leurs investissements à des activités de recherche-développement. Les « innovatrices progressives » et les « cheffes de file de l'innovation » ont mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services tout en investissant dans des activités de recherche-développement. Les deux profils divergent sur l'aspect nouveauté des produits, procédés ou services. Pour les innovatrices progressives, ces produits, procédés ou services sont nouveaux à l'échelle de l'entreprise, tandis que, pour les cheffes de file de l'innovation, ils sont nouveaux à l'échelle nationale ou mondiale.

PROFIL D'INNOVATION PAR PAYS



- Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée au développement ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?
 Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?
 Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans la recherche-développement (y compris l'acquisition de propriété intellectuelle) dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Le groupe « pas d'innovation et pas de R-D » comprend les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services au cours du dernier exercice financier. Le groupe « adoption seulement » a mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais n'a pas déployé d'effort propre en matière de recherche-développement. Les « développeuses » sont les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais ont alloué une part importante de leurs investissements à des activités de recherche-développement. Les « innovatrices progressives » et les « cheffes de file de l'innovation » ont mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services tout en investissant dans des activités de recherche-développement. Les deux profils divergent sur l'aspect nouveauté des produits, procédés ou services. Pour les innovatrices progressives, ces produits, procédés ou services sont nouveaux à l'échelle de l'entreprise, tandis que, pour les cheffes de file de l'innovation, ils sont nouveaux à l'échelle nationale ou mondiale.

Activités d'innovation

MISE EN ŒUVRE DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES DE POINTE

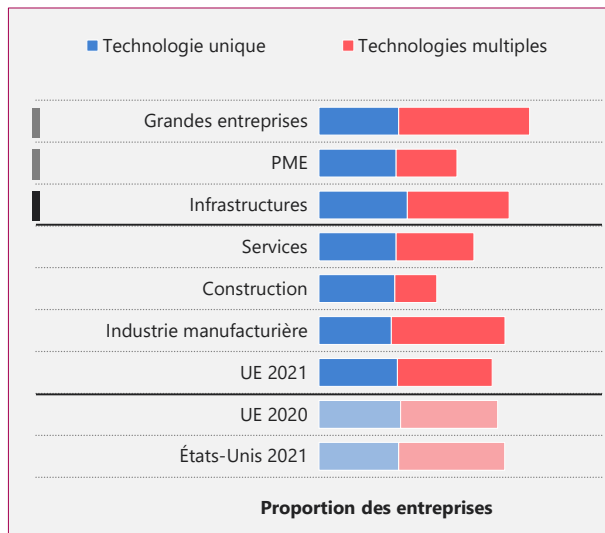
Globalement, 61 % des entreprises de l'UE ont adopté au moins une technologie numérique, un résultat comparable à celui de l'enquête EIBIS 2020 (63 %). L'UE reste à la traîne par rapport aux États-Unis en ce qui concerne l'adoption des technologies numériques (66 %). Les entreprises du secteur des infrastructures et les entreprises manufacturières sont les plus enclines à adopter au moins une technologie numérique (respectivement 67 % et 66 %). Les grandes entreprises sont plus enclines que les PME à adopter plusieurs technologies en même temps (46 % contre 22 %).

La Tchéquie (77 %) et la Slovaquie (76 %) ont la plus forte proportion d'entreprises qui ont adopté au moins une technologie numérique. À l'opposé, la Bulgarie (51 %) et la France (48 %) enregistrent la proportion la plus faible.

Les entreprises de l'UE ont de meilleurs résultats pour l'adoption de la robotique et des plateformes (48 %), tandis que les entreprises américaines sont plus avancées en ce qui concerne les drones (50 %) et l'internet des objets (47 %).

Q. Pouvez-vous dire, pour chacune des technologies numériques suivantes, si vous en avez entendu parler ou pas, si vous les avez mises en œuvre dans certaines parties de votre activité, ou si toute votre activité est organisée autour de ces technologies ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

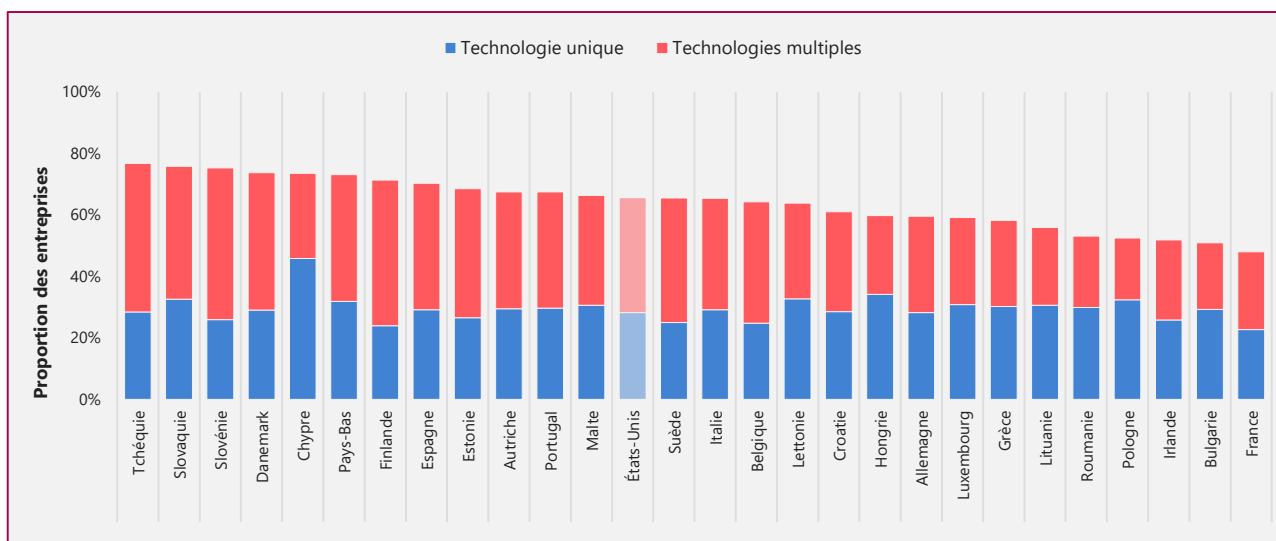


Les technologies « mises en œuvre dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont ici regroupées dans une même catégorie.

La réponse est une technologie unique lorsque les entreprises ont mis en œuvre l'une des technologies sur lesquelles elles ont été interrogées.

La réponse est des technologies multiples lorsque les entreprises ont mis en œuvre plus d'une des technologies sur lesquelles elles ont été interrogées.

MISE EN ŒUVRE DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES DE POINTE PAR PAYS



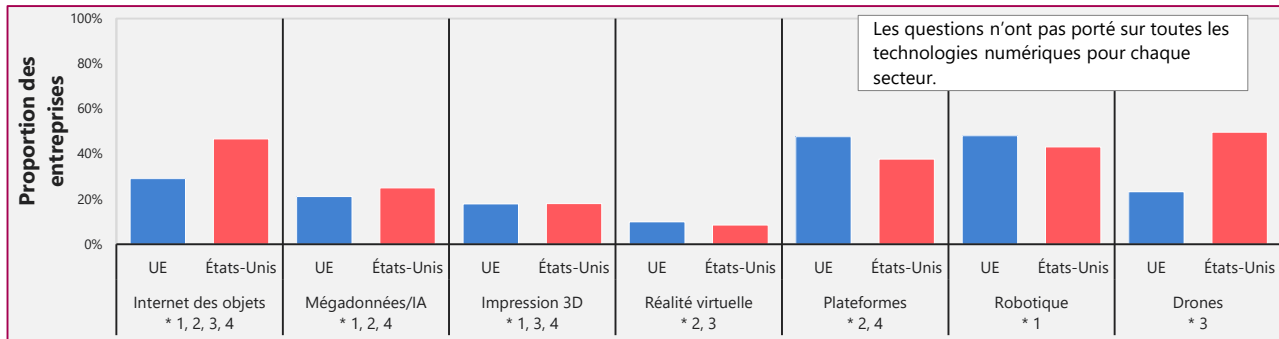
Q. Pouvez-vous dire, pour chacune des technologies numériques suivantes, si vous en avez entendu parler ou pas, si vous les avez mises en œuvre dans certaines parties de votre activité, ou si toute votre activité est organisée autour de ces technologies ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Les technologies « mises en œuvre dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont ici regroupées dans une même catégorie.

Activités d'innovation

TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES DE POINTE



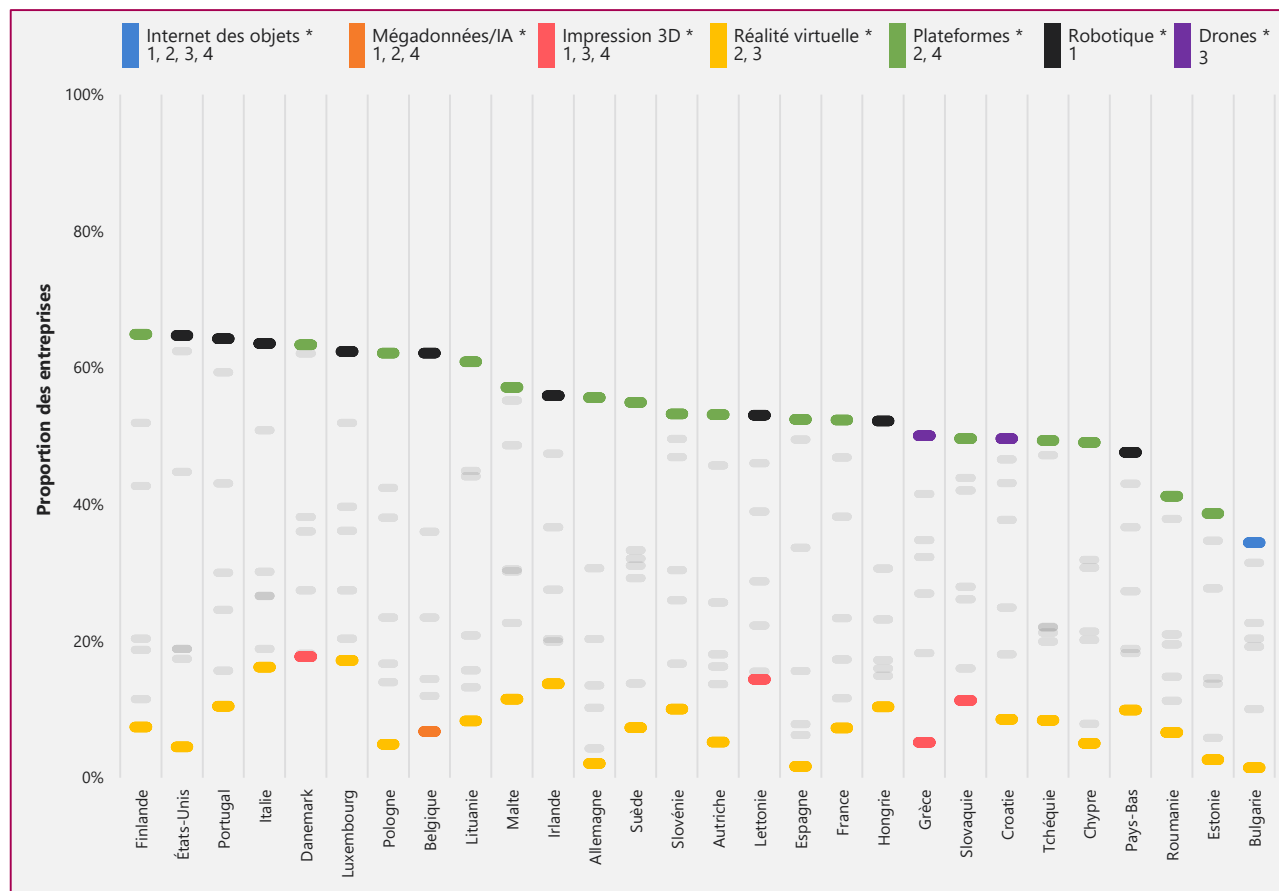
* **Secteur** : 1 = question posée aux entreprises manufacturières, 2 = question posée aux entreprises du secteur des services, 3 = question posée aux entreprises du secteur de la construction, 4 = question posée aux entreprises du secteur des infrastructures

Q. Pouvez-vous dire, pour chacune des technologies numériques suivantes, si vous en avez entendu parler ou pas, si vous les avez mises en œuvre dans certaines parties de votre activité, ou si toute votre activité est organisée autour de ces technologies ?

Les technologies « mises en œuvre dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont ici regroupées dans une même catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre) : industrie manufacturière (3 478) ; services (2 962) ; construction (2 576) ; infrastructures (2 763).

TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES DE POINTE PAR PAYS



* **Secteur** : 1 = question posée aux entreprises manufacturières, 2 = question posée aux entreprises du secteur des services, 3 = question posée aux entreprises du secteur de la construction, 4 = question posée aux entreprises du secteur des infrastructures

Q. Pouvez-vous dire, pour chacune des technologies numériques suivantes, si vous en avez entendu parler ou pas, si vous les avez mises en œuvre dans certaines parties de votre activité, ou si toute votre activité est organisée autour de ces technologies ?

Les technologies « mises en œuvre dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont ici regroupées dans une même catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre) : industrie manufacturière (3 478) ; services (2 962) ; construction (2 576) ; infrastructures (2 763).

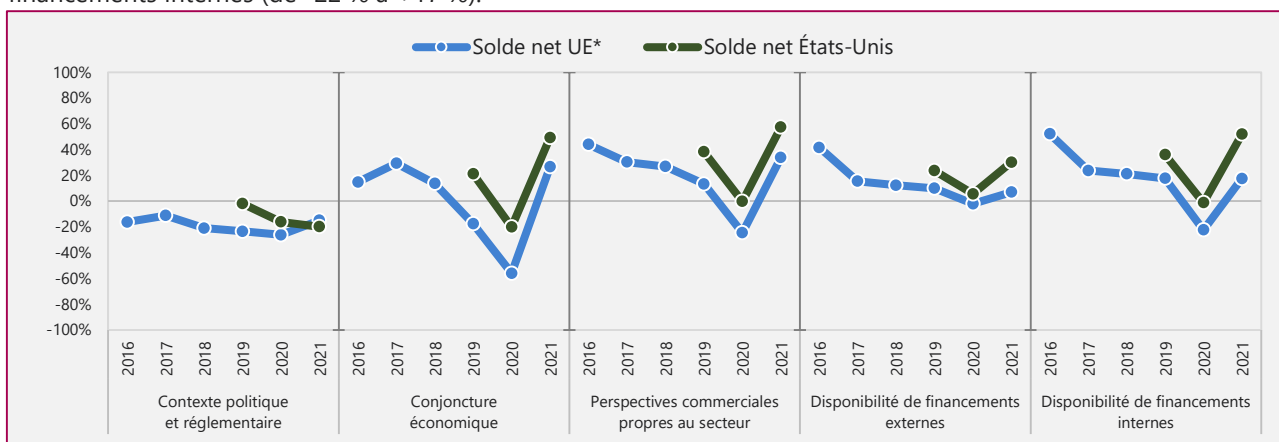
Le graphique montre les technologies numériques avec la proportion la plus élevée et la plus faible des entreprises qui les mettent en œuvre, tandis que les traits grisés montrent la proportion des autres technologies mises en œuvre.

Moteurs et freins

PERSPECTIVES À COURT TERME DES ENTREPRISES

Si les entreprises restent pessimistes face au contexte politique et réglementaire, l'optimisme à l'égard des conditions d'investissement pour l'année prochaine prend de l'ampleur. Les anticipations relatives à la conjoncture économique sont devenues positives (passant de -56 % à +27 %), de même que la perception des perspectives commerciales propres à leur secteur (de -25 % à +34 %) et la disponibilité des financements internes (de -22 % à +17 %).

En revanche, les perspectives des entreprises quant à la disponibilité des financements extérieurs sont restées inchangées par rapport à l'année dernière. Globalement, les perspectives à court terme aux États-Unis suivent une tendance comparable à celle de l'Union européenne, mais les entreprises américaines sont, dans l'ensemble, légèrement plus optimistes que les entreprises de l'UE, sauf en ce qui concerne le contexte politique et réglementaire.



Q. Pour chacun des éléments suivants, pensez-vous qu'il s'améliorera, qu'il restera identique ou qu'il se détériorera au cours des douze prochains mois ?

* Le solde net correspond à la proportion des entreprises qui anticipent une amélioration minorée de la part de celles qui anticipent une dégradation.

Échantillon : toutes les entreprises.

PERSPECTIVES À COURT TERME PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES

(solde net en %)



Veuillez noter que les chiffres en rouge sont négatifs.

Q. Pour chacun des éléments suivants, pensez-vous qu'il s'améliorera, qu'il restera identique ou qu'il se détériorera au cours des douze prochains mois ?

Échantillon : toutes les entreprises.

Les entreprises sont toujours plus nombreuses à avoir une vision négative plutôt que positive du contexte politique et réglementaire, et elles sont très peu nombreuses à être optimistes quant à la disponibilité des financements externes. Elles tablent en revanche sur une amélioration des perspectives commerciales et de la disponibilité des financements internes. Ces tendances sont similaires d'un secteur à l'autre. Les entreprises tous secteurs confondus ont une vision plus positive que négative de la conjoncture économique, mais les entreprises du secteur de la construction se montrent généralement les moins optimistes.

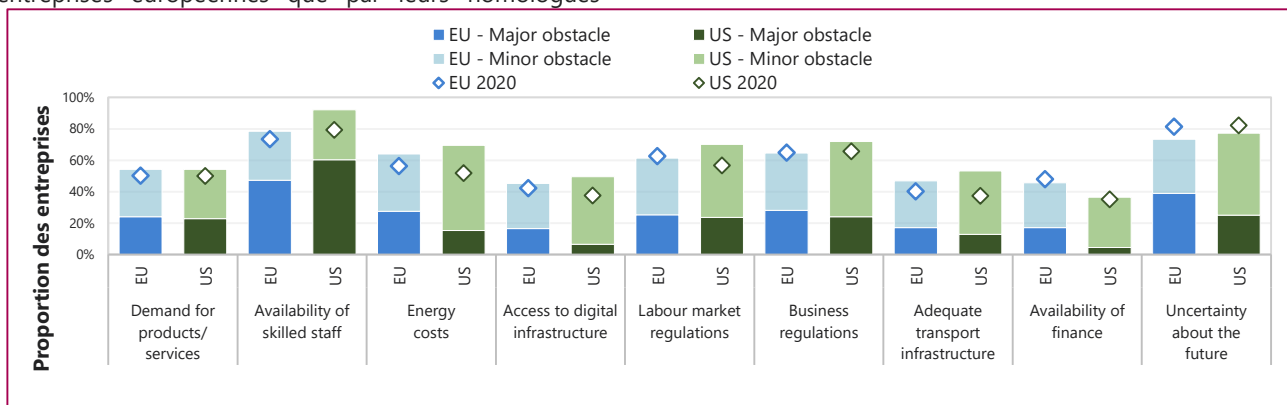
Par catégorie d'entreprises, les PME sont plus pessimistes que les grandes entreprises concernant la conjoncture économique en général et le contexte politique et réglementaire.

Moteurs et freins

ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME

La disponibilité de personnel qualifié (79 %) et l'incertitude quant à l'avenir (73 %) sont les entraves à l'investissement sur le long terme les plus fréquemment citées dans l'Union européenne, une situation comparable à celle des entreprises aux États-Unis. Comme dans l'enquête EIBIS 2020, la principale différence entre l'UE et les États-Unis réside dans l'accès au financement, qui est cité plus fréquemment par les entreprises européennes que par leurs homologues

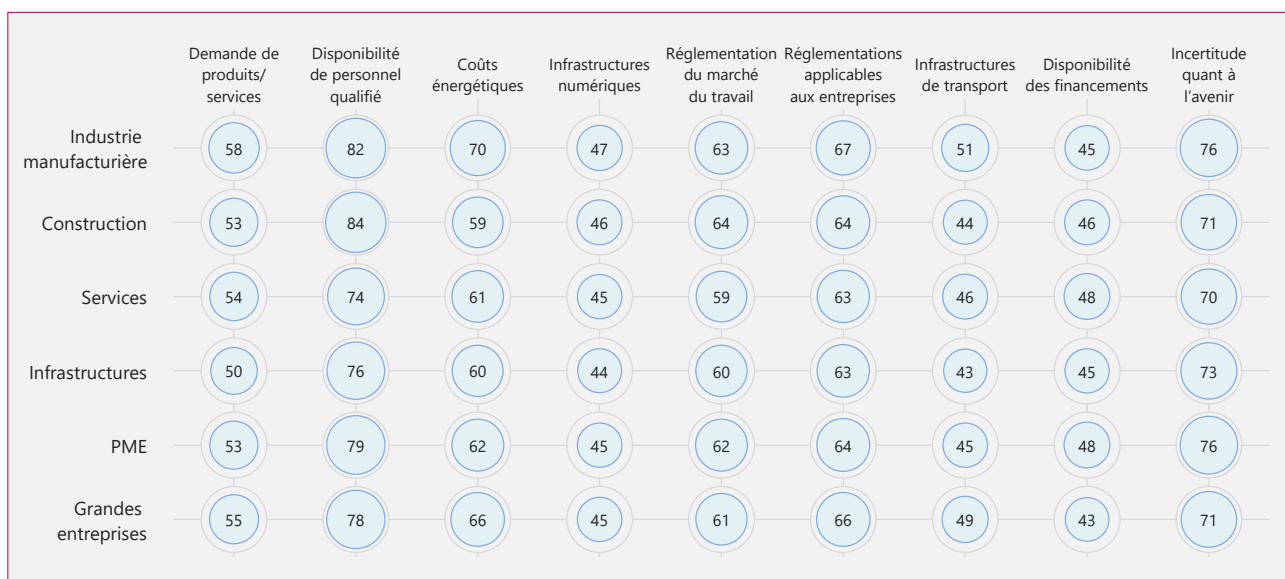
américaines comme une entrave, ce qui semble indiquer que les premières ont un désavantage comparatif dans ce domaine. À l'inverse, les entreprises américaines ont tendance à mentionner plus fréquemment les obstacles liés à la réglementation des entreprises et du marché du travail que les entreprises de l'UE. Le Danemark et les Pays-Bas comptent la plus faible proportion d'entreprises faisant état d'entraves à l'investissement.



Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

ENTRAVES SUR LE LONG TERME PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

Dans les proportions indiquées, les obstacles « mineurs » et « majeurs » sont regroupés dans une catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Moteurs et freins

ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME PAR PAYS



Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

Dans les proportions indiquées, les obstacles « mineurs » et « majeurs » sont regroupés dans une catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Moteurs et freins

ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME PAR PAYS



Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement, dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ?

Dans les proportions indiquées, les obstacles « mineurs » et « majeurs » sont regroupés dans une catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Financement de l'investissement

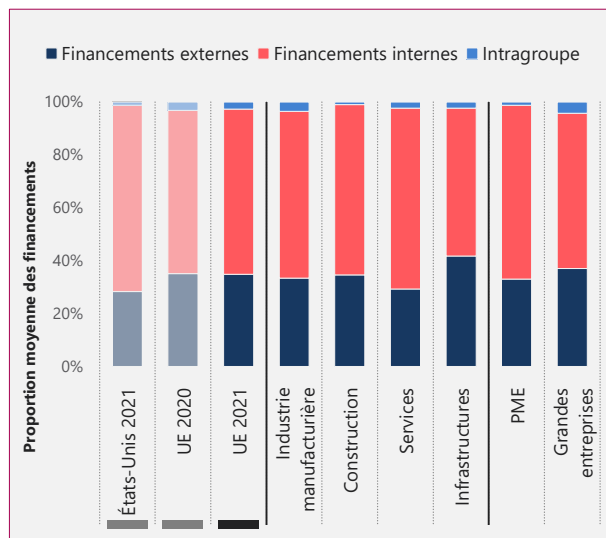
SOURCES DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Comme dans l'EIBIS 2020, le financement interne reste la source de financement la plus fréquente pour les entreprises de l'UE (63 %), devant le recours aux financements externes (35 %). Aux États-Unis, le recours aux ressources internes est encore plus élevé, comme l'indiquent 71 % des entreprises interrogées.

Les entreprises du secteur des infrastructures font état de la proportion d'investissements soutenus par des financements externes la plus élevée (42 %), tandis que celles du secteur des services font état de la proportion la plus faible (29 %) puisqu'elles s'appuient principalement sur des ressources internes.

Les sources de financement varient en fonction de la catégorie d'entreprises : les grandes entreprises financent une plus grande proportion de leurs investissements par des opérations intragroupe que les petites entreprises (4 %, contre 1 %).

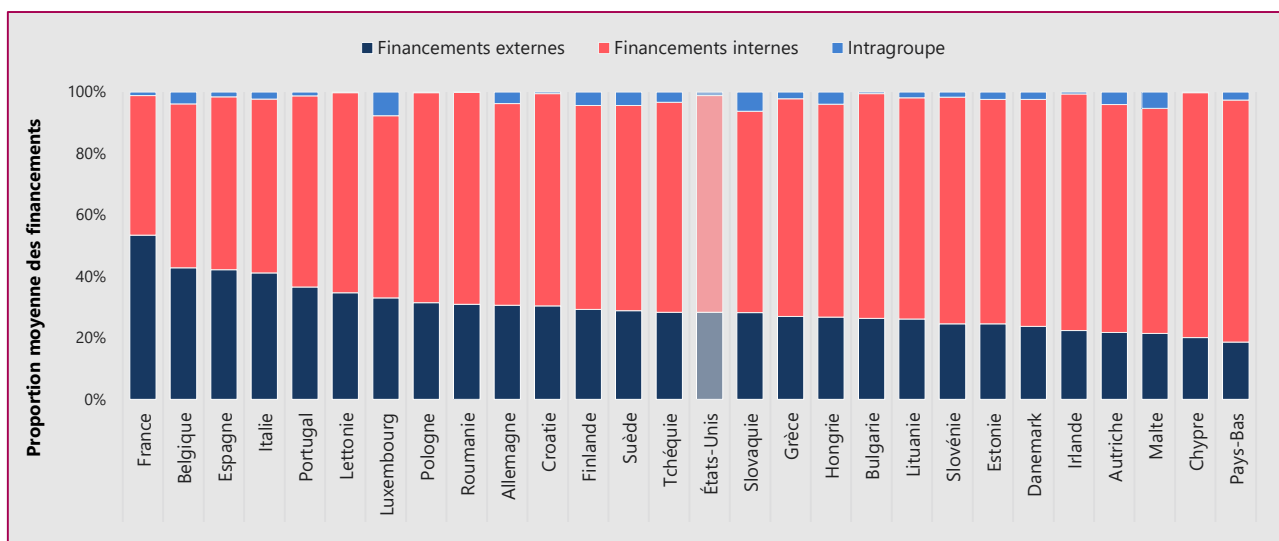
Le recours aux financements externes est le plus élevé parmi les entreprises en France (53 %), devant la Belgique (43 %) et l'Espagne (42 %), et il est le plus faible aux Pays-Bas (19 %) et à Chypre (20 %).



Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

SOURCES DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

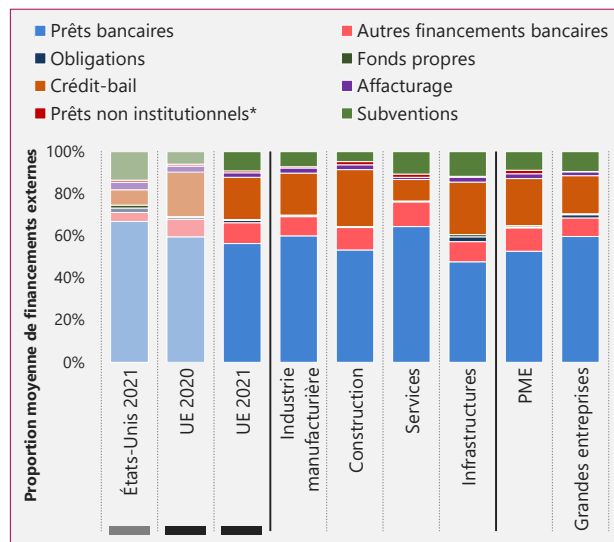
Financement de l'investissement

TYPES DE FINANCEMENT EXTERNE UTILISÉS POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

La structure des financements externes auxquels font appel les entreprises de l'UE pour leurs activités d'investissement est restée relativement stable entre 2015 et 2020. Les prêts bancaires représentent la plus grande partie des financements externes dans l'Union européenne (56 %), suivis du crédit-bail (20 %) et des aides non remboursables (9 %).

La structure des financements externes utilisés aux États-Unis diffère de celle de l'UE. La proportion des prêts bancaires y est plus élevée (67 % contre 56 % dans l'Union européenne) et la proportion du crédit-bail plus faible (7 % contre 20 % dans l'Union européenne).

Le type de financement externe auquel il est fait appel pour financer des investissements varie d'un pays à l'autre. La proportion des entreprises qui recourent à des prêts bancaires est la plus élevée à Malte (77 %) et en Tchéquie (72 %), tandis que celle des entreprises qui font appel au crédit-bail est la plus élevée en Estonie (47 %) et aux Pays-Bas (44 %).

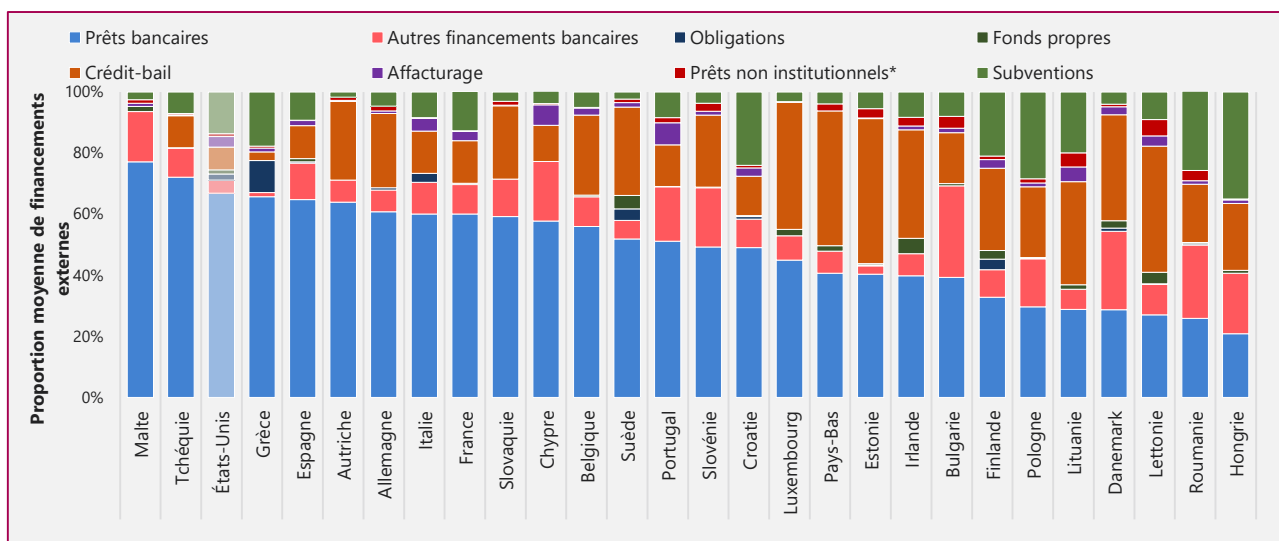


Q. Quelle proportion de votre financement externe représente approximativement chacune des sources suivantes ?

* Prêts consentis par la famille, des amis ou des partenaires d'affaires.

Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

TYPES DE FINANCEMENT EXTERNE UTILISÉS POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Quelle proportion de votre financement externe représente approximativement chacune des sources suivantes ?

* Prêts consentis par la famille, des amis ou des partenaires d'affaires.

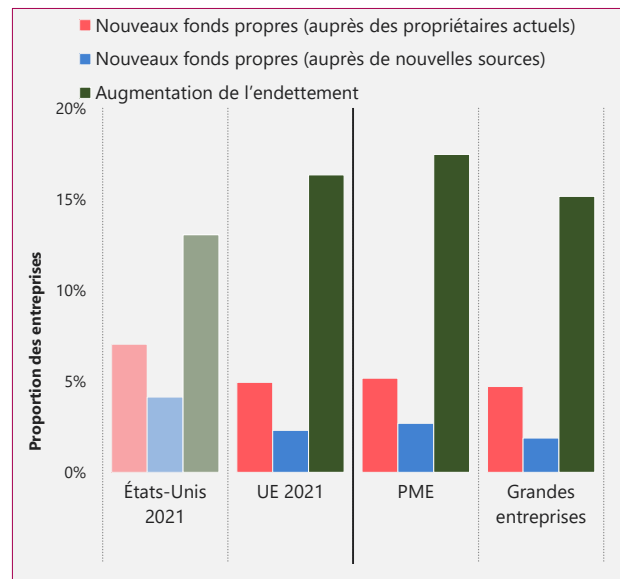
Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Financement de l'investissement

MESURES PRISES EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

En réponse à la pandémie de COVID-19, 16 % des entreprises de l'Union européenne ont augmenté leur endettement, 5 % ont levé de nouveaux fonds propres auprès de leurs propriétaires actuels et 2 % ont bénéficié de nouvelles sources de fonds propres. Les entreprises américaines étaient moins enclines à augmenter leur endettement, mais elles ont levé un peu plus de fonds propres que les entreprises de l'UE.

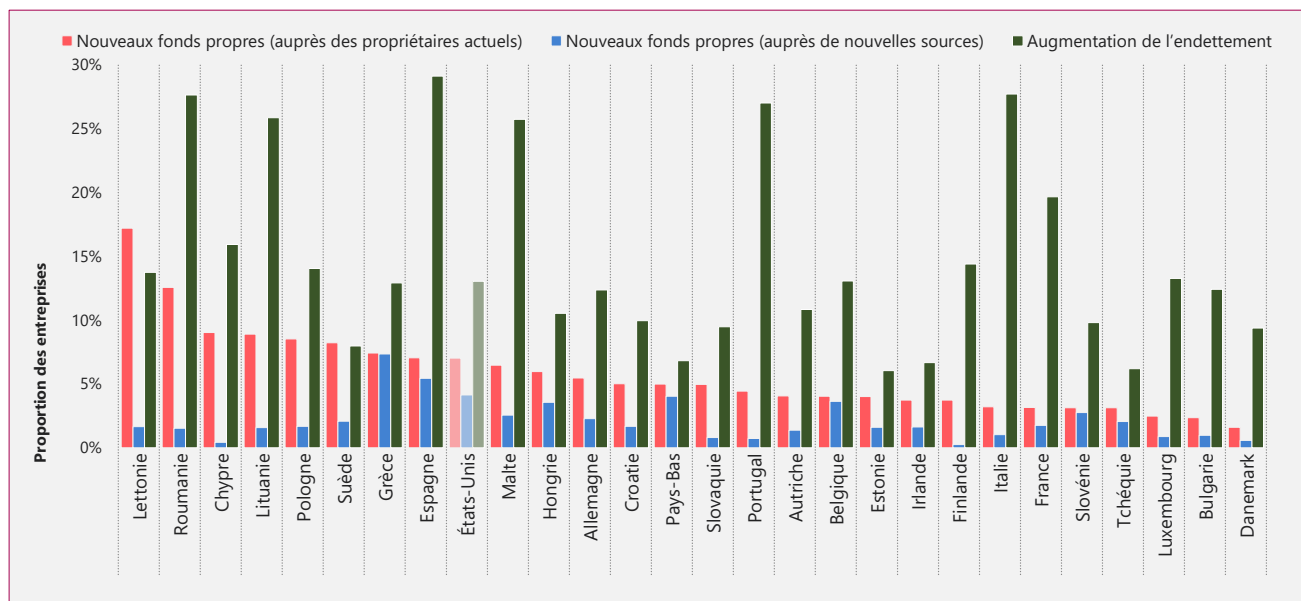
Si l'on compare les mesures prises par les entreprises de l'UE pour faire face à la pandémie dans les différents pays, les entreprises en Espagne (29 %), en Italie (28 %) et en Roumanie (28 %) sont les plus nombreuses, en proportion, à avoir augmenté leur endettement. La Lettonie, quant à elle, compte la proportion la plus élevée des entreprises qui ont augmenté leurs fonds propres en faisant appel aux ressources de leurs propriétaires (17 %).



Q. : Votre entreprise a-t-elle pris l'une des mesures suivantes en raison de la pandémie de COVID-19 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

MESURES PRISES EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 PAR PAYS



Q. : Votre entreprise a-t-elle pris l'une des mesures suivantes en raison de la pandémie de COVID-19 ?

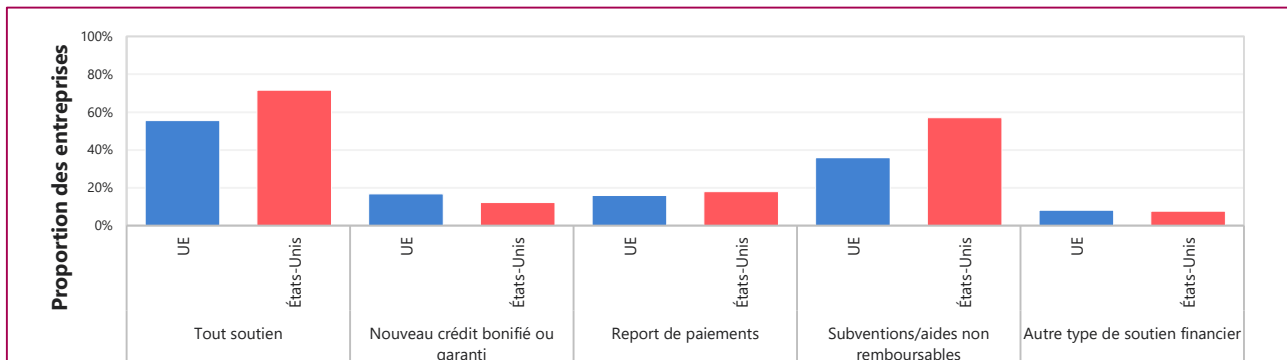
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Financement de l'investissement

PROPORTION DES ENTREPRISES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN SOUTIEN FINANCIER EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Dans l'ensemble, plus de la moitié (56 %) des entreprises de l'UE déclarent avoir bénéficié d'une forme de soutien financier en réponse à la pandémie de COVID-19. Cette proportion est inférieure à celle des États-Unis (72 %).

Les subventions et autres aides financières non remboursables représentent le type de soutien financier le plus fréquent reçu par les entreprises de l'UE (36 %), suivi par le crédit garanti (17 %).



Q. : Depuis le début de la pandémie, avez-vous reçu un soutien financier dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 ? Il peut notamment s'agir d'un financement bancaire ou autre ou encore d'un financement garanti par l'État.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

PROPORTION DES ENTREPRISES DE L'UE AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN SOUTIEN FINANCIER EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19, PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



Q. : Depuis le début de la pandémie, avez-vous reçu un soutien financier dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 ? Il peut notamment s'agir d'un financement bancaire ou autre ou encore d'un financement garanti par l'État.

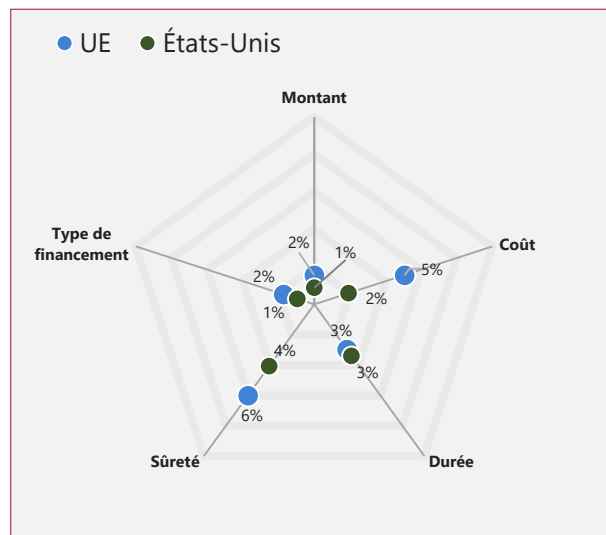
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Accès au financement

DEGRÉ D'INSATISFACTION QUANT AUX FINANCEMENTS EXTERNES REÇUS

(en % des entreprises)

Parmi les entreprises de l'UE qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier, une minorité n'est pas satisfaite des conditions de financement dont elle a bénéficié. Les motifs d'insatisfaction les plus courants parmi les entreprises de l'UE sont les exigences en matière de sûreté (6 %) et le coût du financement (5 %). Pour les entreprises américaines, les principaux motifs d'insatisfaction à l'égard des financements externes sont plutôt les sûretés (4 %) et la durée (3 %). Dans l'ensemble, la proportion des entreprises qui expriment leur insatisfaction quant au financement reçu est légèrement plus élevée dans l'UE qu'aux États-Unis.

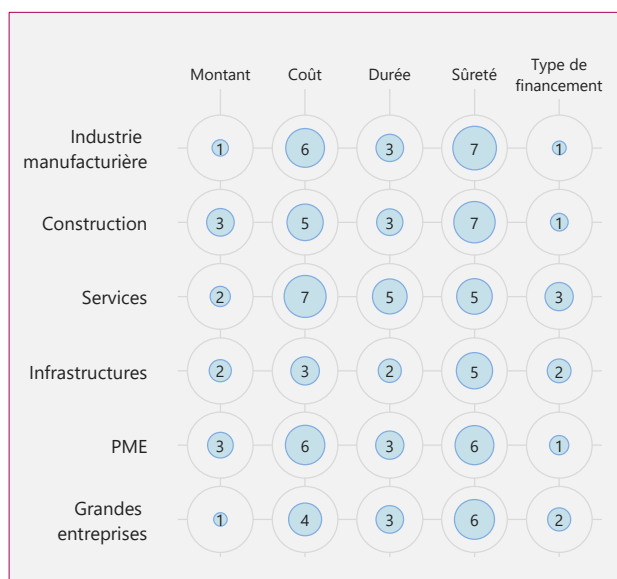


Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

DEGRÉ D'INSATISFACTION PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES

(en % des entreprises)



Dans l'ensemble, les niveaux d'insatisfaction sont faibles. Les exigences en matière de sûretés suscitent les plus forts taux d'insatisfaction. Ce schéma est comparable d'un secteur à l'autre, à quelques petites différences près. Par exemple, la proportion des entreprises du secteur des infrastructures qui se disent insatisfaites du coût du financement est inférieure à celle des entreprises d'autres secteurs. En outre, les PME sont plus susceptibles d'exprimer leur insatisfaction à l'égard du montant et du coût du financement reçu que les grandes entreprises.

Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Accès au financement

PROPORTION D'ENTREPRISES RESTREINTES DANS LEURS POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT

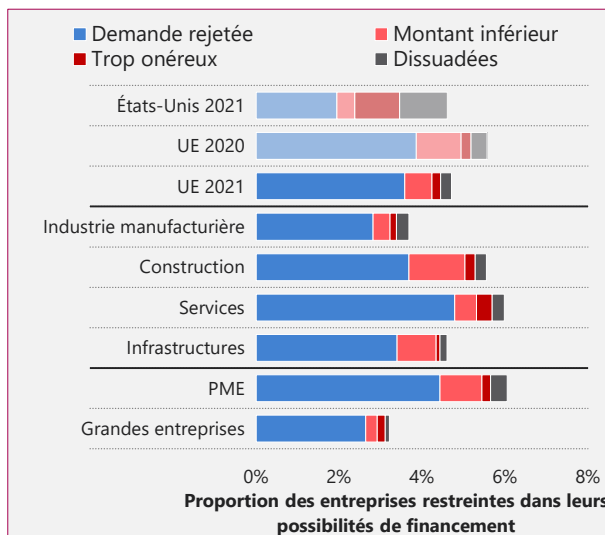
La proportion des entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement dans l'Union européenne (4,7 %) est restée relativement stable et faible au fil du temps. La principale contrainte signalée par les entreprises de l'UE est le rejet (3,6 %), suivi par le montant insuffisant du financement reçu (0,66 %). Les PME sont beaucoup plus restreintes dans leurs possibilités de financement (6 %) que les grandes entreprises (3 %).

La Grèce (16 %) et Chypre (14 %) comptent la proportion la plus élevée d'entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement, tandis que l'Autriche (1 %), la France et l'Allemagne (2 % dans les deux cas) enregistrent la proportion la plus faible.

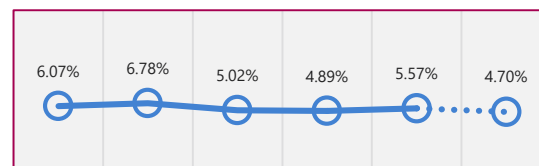


Parmi les entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement figurent : celles insatisfaites par le montant des financements obtenus (montant inférieur), celles qui ont sollicité des financements externes mais ne les ont pas obtenus (demande rejetée) et celles qui n'en ont pas sollicité car elles estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés (trop onéreux) ou qu'elles obtiendraient un refus (dissuadées).

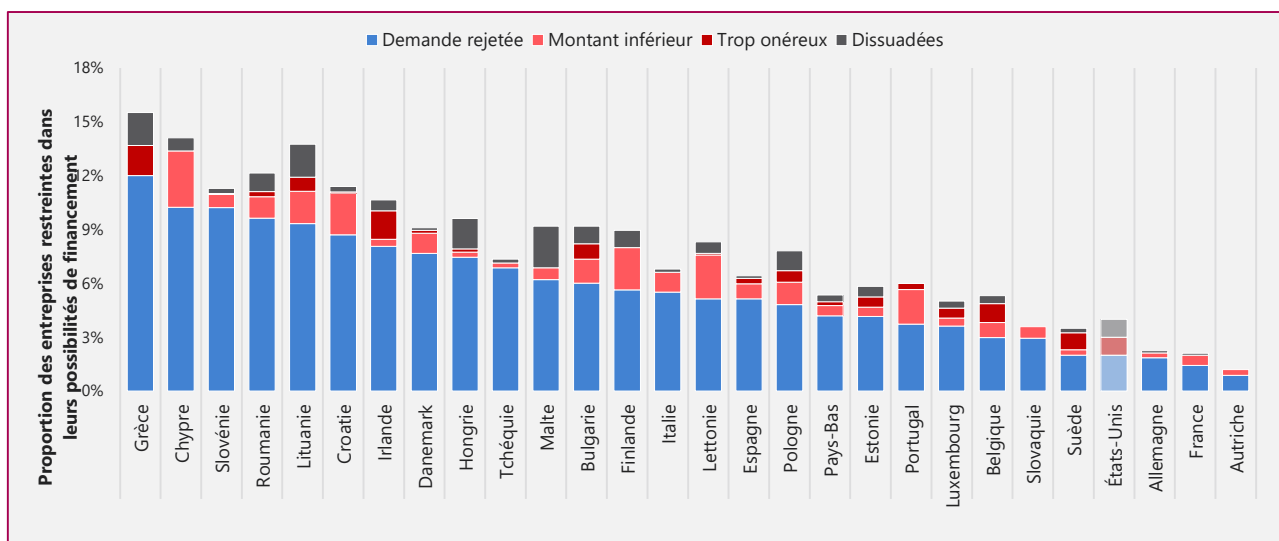
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



2016 2017 2018 2019 2020 2021



PROPORTION D'ENTREPRISES RESTREINTES DANS LEURS POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT PAR PAYS



Parmi les entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement figurent : celles insatisfaites par le montant des financements obtenus (montant inférieur), celles qui ont sollicité des financements externes mais ne les ont pas obtenus (demande rejetée) et celles qui n'en ont pas sollicité car elles estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés (trop onéreux) ou qu'elles obtiendraient un refus (dissuadées).

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

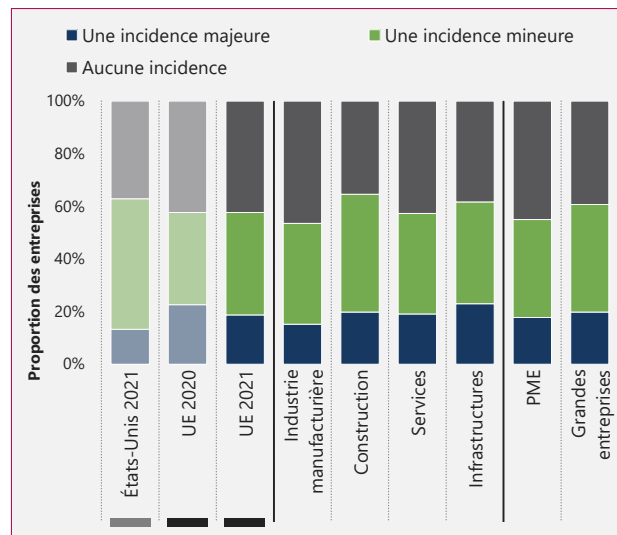
Changements climatiques et efficacité énergétique

INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – RISQUE PHYSIQUE

Les changements climatiques sont progressivement perçus comme une réalité, étant donné qu'environ trois entreprises de l'Union européenne sur cinq (58 %) indiquent que les phénomènes météorologiques ont d'ores et déjà des incidences sur leurs activités. Cette situation est comparable à celle ressortant de l'enquête EIBIS 2020, même si la proportion des entreprises déclarant que les phénomènes météorologiques ont eu une incidence majeure a diminué (19 % dans l'enquête EIBIS 2021, contre 23 % dans l'enquête EIBIS 2020).

Les entreprises du secteur de la construction sont les plus enclines à déclarer que les phénomènes météorologiques ont des incidences sur leurs activités (65 %).

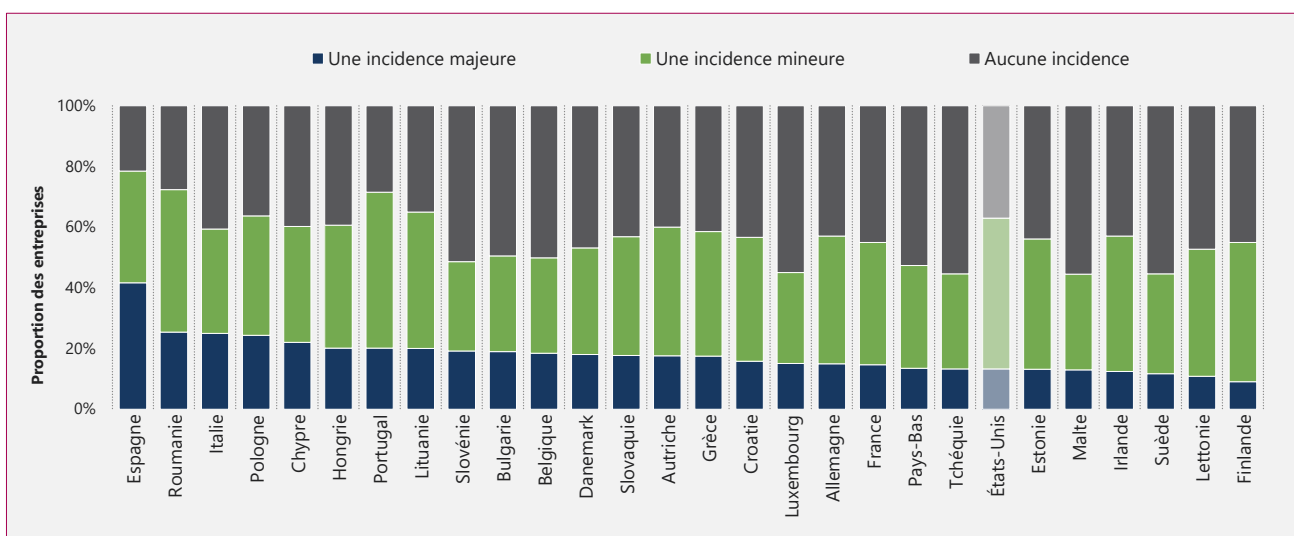
La proportion des entreprises indiquant que les phénomènes climatiques ont une incidence majeure sur leurs activités est la plus élevée en Espagne (78 %), en Roumanie (72 %) et au Portugal (72 %), et elle est la plus faible à Malte (44 %), au Luxembourg, en Suède et en Tchéquie (45 % dans chacun des cas).



Q. : En ce qui concerne les changements climatiques et l'évolution des schémas météorologiques qui en découle, diriez-vous que ces phénomènes ont actuellement des incidences majeures, mineures ou qu'ils n'ont aucune incidence sur votre activité ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES PAR PAYS – RISQUE PHYSIQUE



Q. : En ce qui concerne les changements climatiques et l'évolution des schémas météorologiques qui en découle, diriez-vous que ces phénomènes ont actuellement des incidences majeures, mineures ou qu'ils n'ont aucune incidence sur votre activité ?

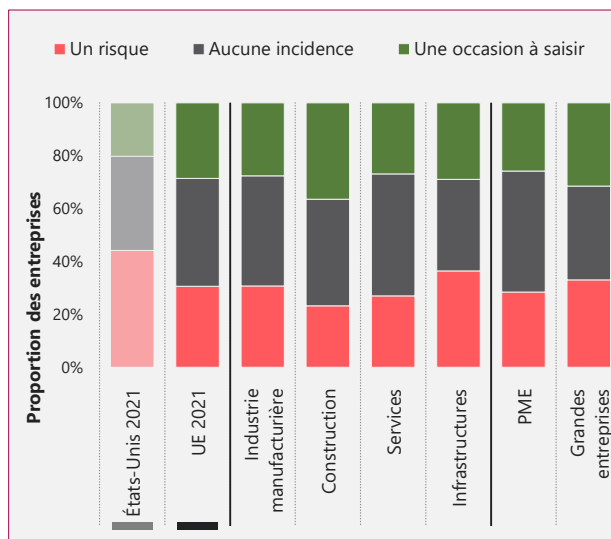
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Changements climatiques et efficacité énergétique

INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – RISQUES ASSOCIÉS À LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE NEUTRE EN CARBONE AU COURS DES CINQ PROCHAINES ANNÉES

Les entreprises de l'Union européenne se répartissent dans des proportions assez équilibrées entre celles qui considèrent la transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes comme un risque et celles qui estiment pouvoir en tirer parti au cours des cinq années à venir (respectivement 31 % et 28 %). Elles sont toutefois 41 % à considérer que la transition n'aura pas d'incidence sur elles. Cette situation contraste avec celle des États-Unis, où les entreprises sont plus nombreuses à considérer la transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes comme un risque plutôt que comme une occasion à saisir au cours des cinq années à venir (44 % et 20 %, respectivement).

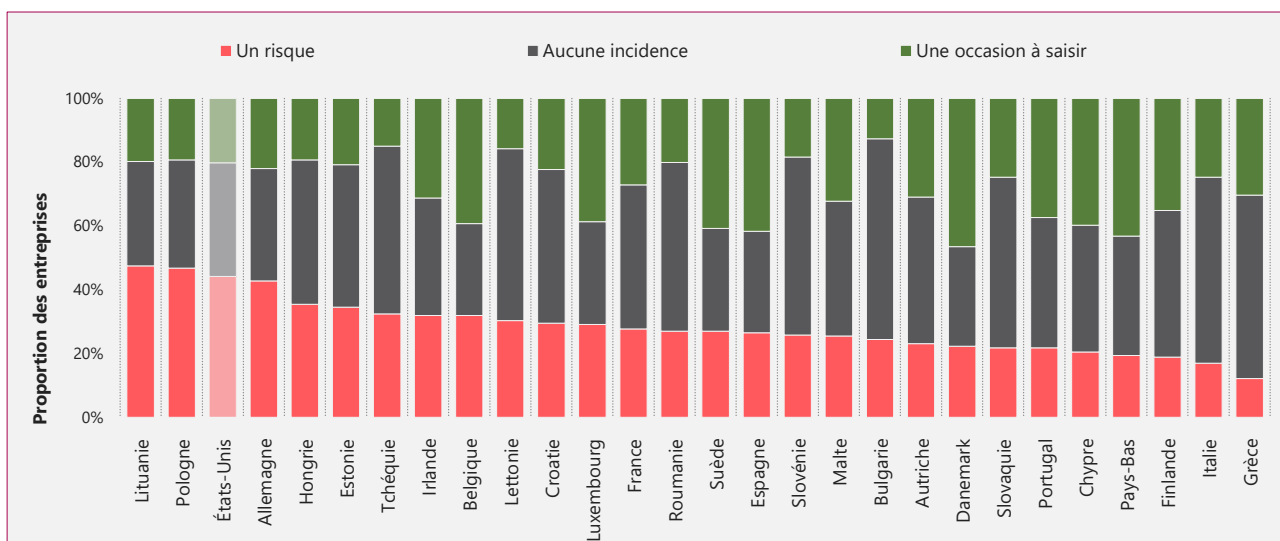
La proportion des entreprises qui estiment que la transition représente un risque pour elles est la plus élevée en Pologne et en Lituanie (47 % dans les deux cas), et la plus faible en Italie (17 %) et en Grèce (12 %). Le Danemark (47 %) et les Pays-Bas (43 %) comptent la proportion la plus élevée d'entreprises qui estiment pouvoir tirer parti de la transition.



Q. : S'agissant de votre entreprise, selon vous, quelles seront les incidences de cette transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes, pour votre entreprise, au cours des cinq prochaines années ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES PAR PAYS – RISQUES ASSOCIÉS À LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE NEUTRE EN CARBONE AU COURS DES 5 PROCHAINES ANNÉES



Q. : S'agissant de votre entreprise, selon vous, quelles seront les incidences de cette transition vers des normes et réglementations climatiques plus strictes, pour votre entreprise, au cours des cinq prochaines années ?

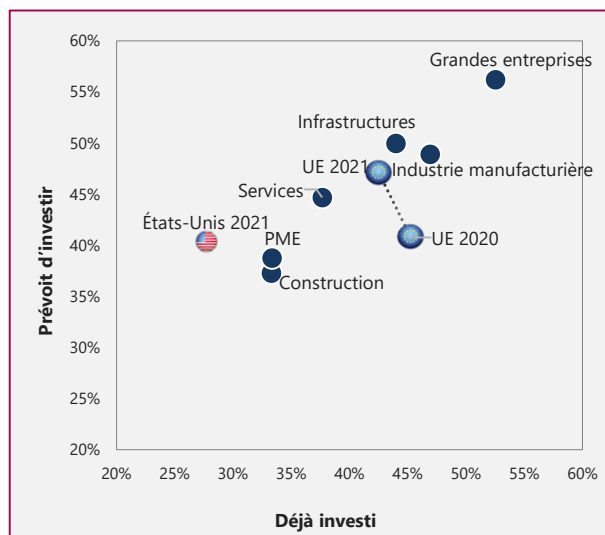
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Changements climatiques et efficacité énergétique

PLANS D'INVESTISSEMENT VISANT À REMÉDIER AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En moyenne, 43 % des entreprises de l'UE ont déjà investi pour remédier aux effets des phénomènes météorologiques et réduire les émissions de carbone. Près de la moitié (47 %) prévoit d'investir dans ces domaines au cours des trois prochaines années. Si la proportion des entreprises qui ont effectué des investissements est comparable à celle ressortant de l'enquête EIBIS 2020, la proportion des entreprises qui prévoient d'investir a augmenté. En particulier, les grandes entreprises ont déjà effectué (53 %) et prévoient d'effectuer des investissements en la matière (56 %).

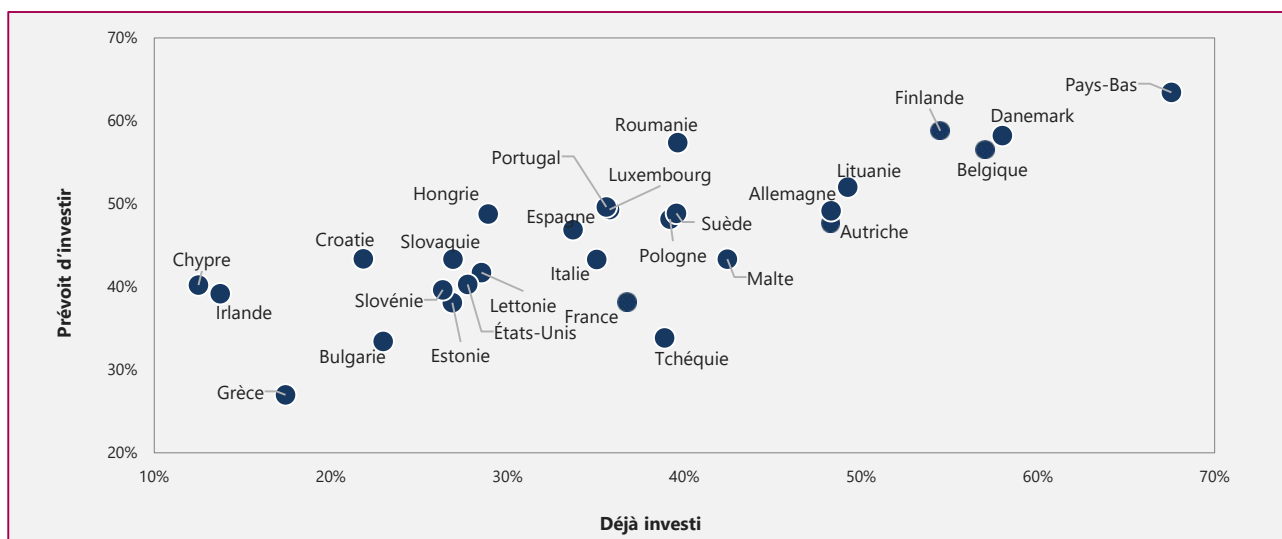
Les entreprises de l'UE vont plus loin que leurs homologues américaines, étant donné qu'elles sont plus nombreuses à avoir déjà investi et à prévoir d'investir dans la lutte contre les changements climatiques. Les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande et la Belgique comptent la plus forte proportion d'entreprises qui ont déjà investi dans la lutte contre les changements climatiques et qui prévoient d'investir au cours des trois prochaines années. La Grèce, la Bulgarie, Chypre et l'Irlande présentent la proportion la plus faible d'entreprises qui font état d'investissements ou de plans d'investissement.



Q. : En ce qui concerne les investissements visant à remédier aux effets des phénomènes météorologiques et à réduire les émissions de carbone, lesquels des éléments suivants s'appliquent-ils ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

PLANS D'INVESTISSEMENT VISANT À REMÉDIER AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES PAR PAYS



Q. : En ce qui concerne les investissements visant à remédier aux effets des phénomènes météorologiques et à réduire les émissions de carbone, lesquels des éléments suivants s'appliquent-ils ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

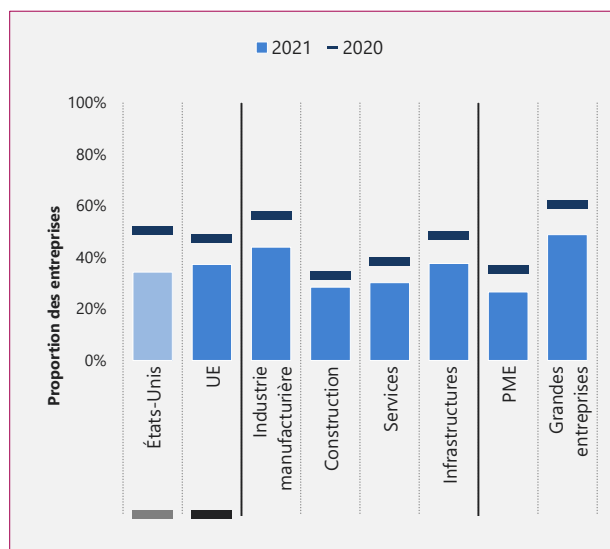
Changements climatiques et efficacité énergétique

PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT INVESTI DANS DES MESURES VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

La proportion des entreprises de l'UE qui investissent dans des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique a diminué au cours du dernier exercice financier, passant de 47 % dans l'enquête EIBIS 2020 à 37 % dans l'enquête EIBIS 2021. Cette tendance se retrouve aux États-Unis, où la proportion des entreprises investissant dans l'efficacité énergétique (34 %) est désormais inférieure à celle de l'Union européenne.

Dans l'UE, les entreprises manufacturières (44 %) et les grandes entreprises (49 %) sont les plus susceptibles d'investir dans des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique, tandis que celles du secteur de la construction (28 %) et les PME (27 %) sont les moins susceptibles d'investir dans ce domaine.

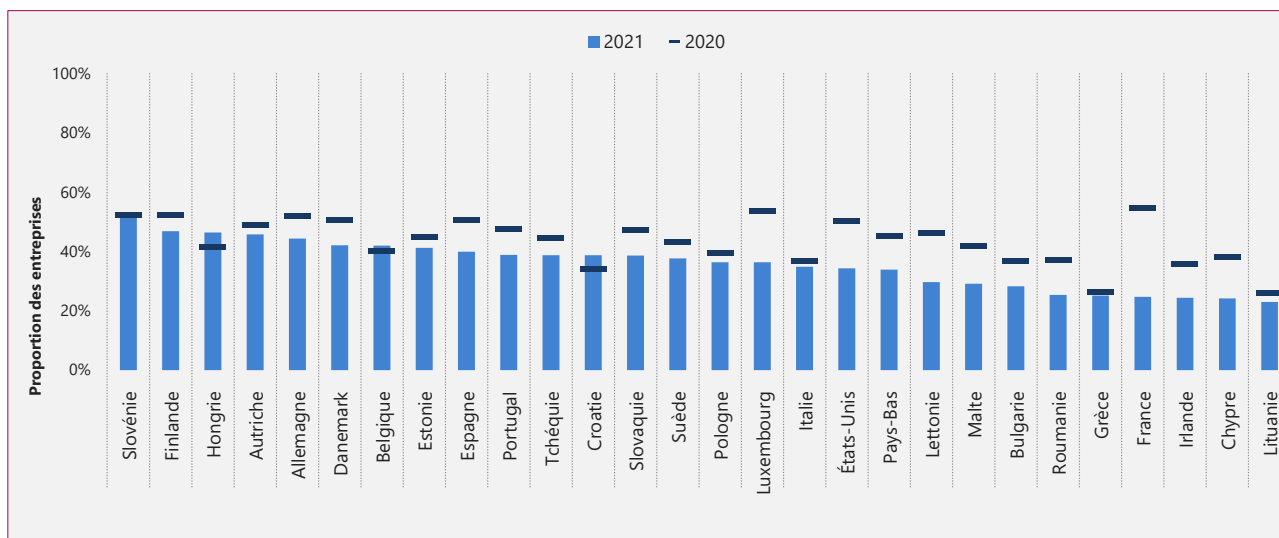
La proportion des entreprises qui ont investi dans des mesures d'efficacité énergétique est la plus élevée en Slovaquie (52 %) et en Finlande (47 %), et la plus faible en Irlande, à Chypre (24 % dans les deux cas) et en Lituanie (23 %).



Q. Quelle est la proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises.

PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT INVESTI DANS DES MESURES VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE



Q. Quelle est la proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises.

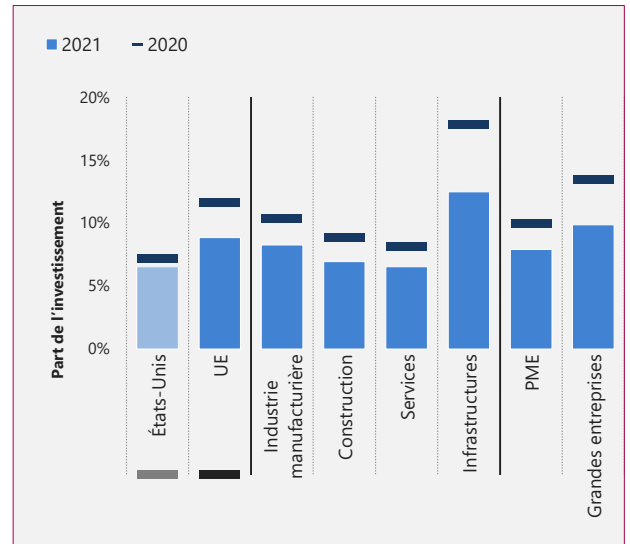
Changements climatiques et efficacité énergétique

PART MOYENNE DE L'INVESTISSEMENT DANS DES MESURES VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Globalement, la part moyenne de l'investissement dans des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique s'est établie à 9 % dans l'Union européenne, un résultat légèrement inférieur à celui de l'enquête EIBIS 2020 (12 %). Cette proportion est légèrement plus élevée qu'aux États-Unis (7 %).

Les entreprises du secteur des infrastructures ont consacré une proportion plus élevée de leurs investissements (12 %) aux mesures d'efficacité énergétique que l'ensemble des autres secteurs, mais ce chiffre est inférieur à celui de 2020 (18 %). Les grandes entreprises ont alloué une part de leurs investissements légèrement plus élevée que les PME (respectivement 10 % et 8 %).

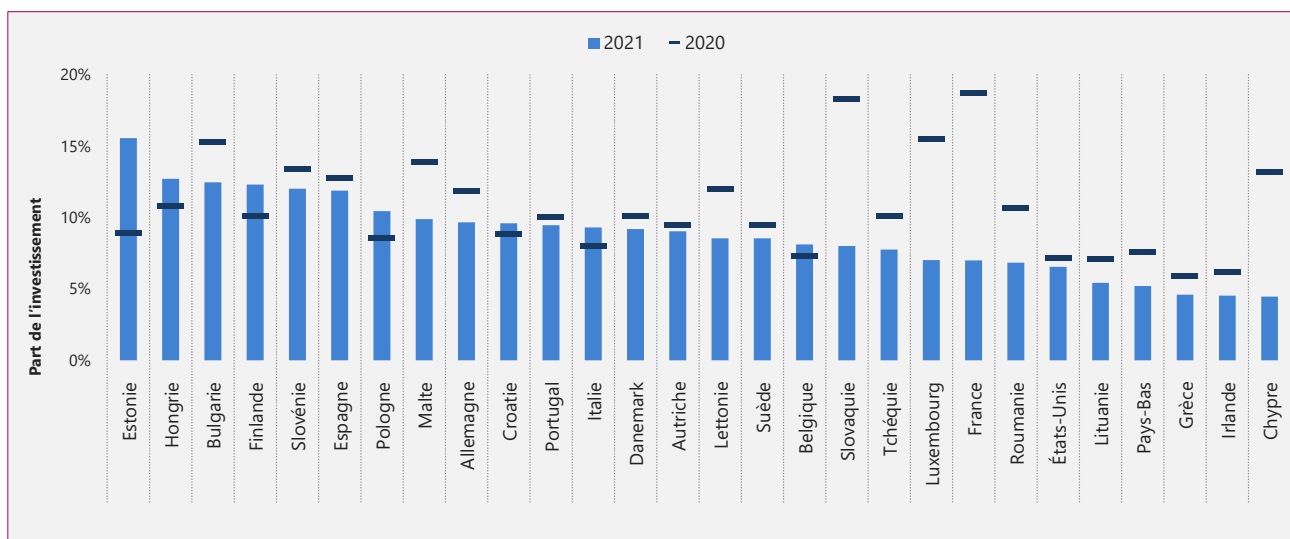
La part moyenne de l'investissement dans des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique est la plus élevée en Estonie (16 %), puis en Hongrie et en Bulgarie, et la plus faible à Chypre (4 %), devant la Grèce et de l'Irlande qui enregistrent une part de l'investissement similaire.



Q. Quelle est la proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

PART MOYENNE DE L'INVESTISSEMENT DANS DES MESURES VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE



Q. Quelle est la proportion du total de l'investissement effectué au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

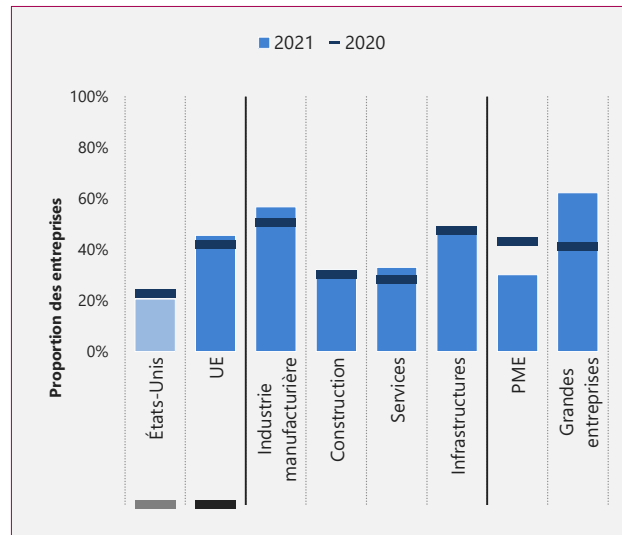
Changements climatiques et efficacité énergétique

OBJECTIFS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Environ la moitié des entreprises de l'UE déclarent qu'elles se sont dotées d'objectifs internes en matière d'émissions de carbone et de consommation d'énergie et qu'elles en ont assuré le suivi, soit plus du double de la proportion d'entreprises faisant ce constat aux États-Unis (21 %). La proportion des entreprises qui ont assuré le suivi de leurs objectifs internes en matière d'émissions de carbone est comparable à celle enregistrée l'année précédente tant dans l'Union européenne qu'aux États-Unis.

Les entreprises manufacturières (57 %) et les grandes entreprises (62 %) sont les plus enclines à se doter d'objectifs internes et d'en assurer le suivi.

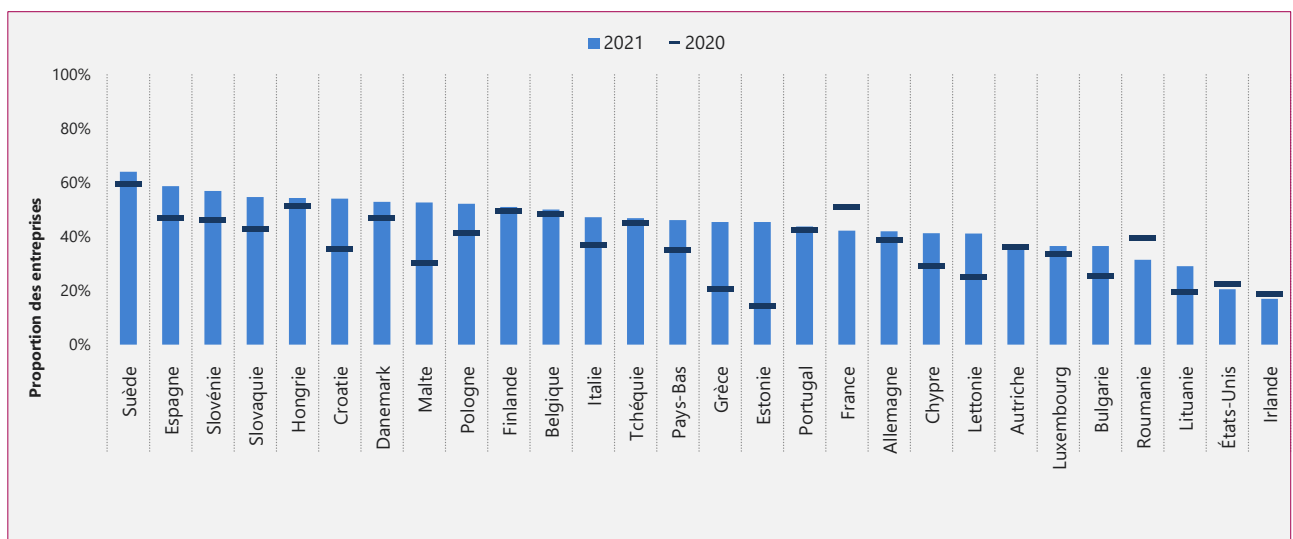
La proportion des entreprises qui se sont dotées d'objectifs internes en matière d'émissions de carbone et de consommation d'énergie et en ont assuré le suivi est la plus élevée en Suède (64 %) et en Espagne (59 %), et la plus faible en Irlande (17 %).



Q. En 2020, votre entreprise s'est-elle dotée d'objectifs internes en matière d'émissions de carbone et de consommation d'énergie et en a-t-elle assuré le suivi ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

OBJECTIFS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES PAR PAYS



Q. En 2020, votre entreprise s'est-elle dotée d'objectifs internes en matière d'émissions de carbone et de consommation d'énergie et en a-t-elle assuré le suivi ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

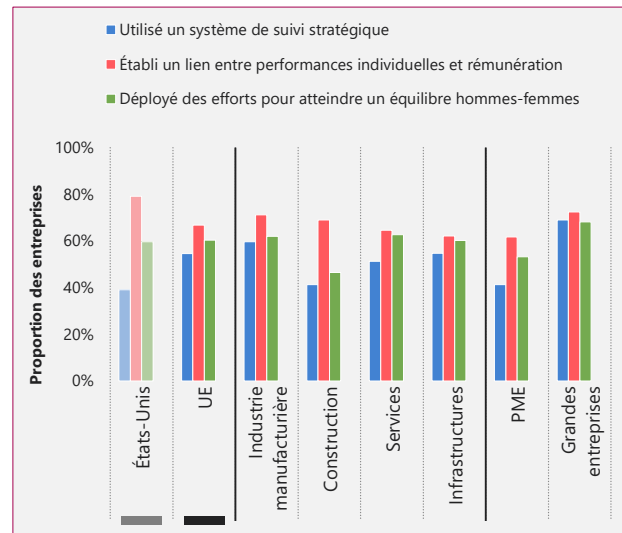
Gestion de l'entreprise, équilibre hommes-femmes et effectifs

GESTION DE L'ENTREPRISE ET ÉQUILIBRE HOMMES-FEMMES

Deux tiers des entreprises de l'Union européenne établissent un lien entre performances individuelles et rémunération, ce qui est moins élevé qu'aux États-Unis (79 %). Plus de la moitié (54 %) des entreprises de l'UE préfèrent s'appuyer sur un système de suivi stratégique, une proportion nettement plus élevée qu'aux États-Unis (39 %). Pour ce qui est de l'équilibre hommes-femmes, la proportion des entreprises qui déploient des efforts en ce sens est la même dans l'Union européenne et aux États-Unis (60 %).

Dans l'UE, les entreprises du secteur de la construction et les PME s'appuient généralement moins sur un système de surveillance stratégique et déploient moins d'efforts pour atteindre un équilibre hommes-femmes que les entreprises d'autres secteurs et les grandes entreprises.

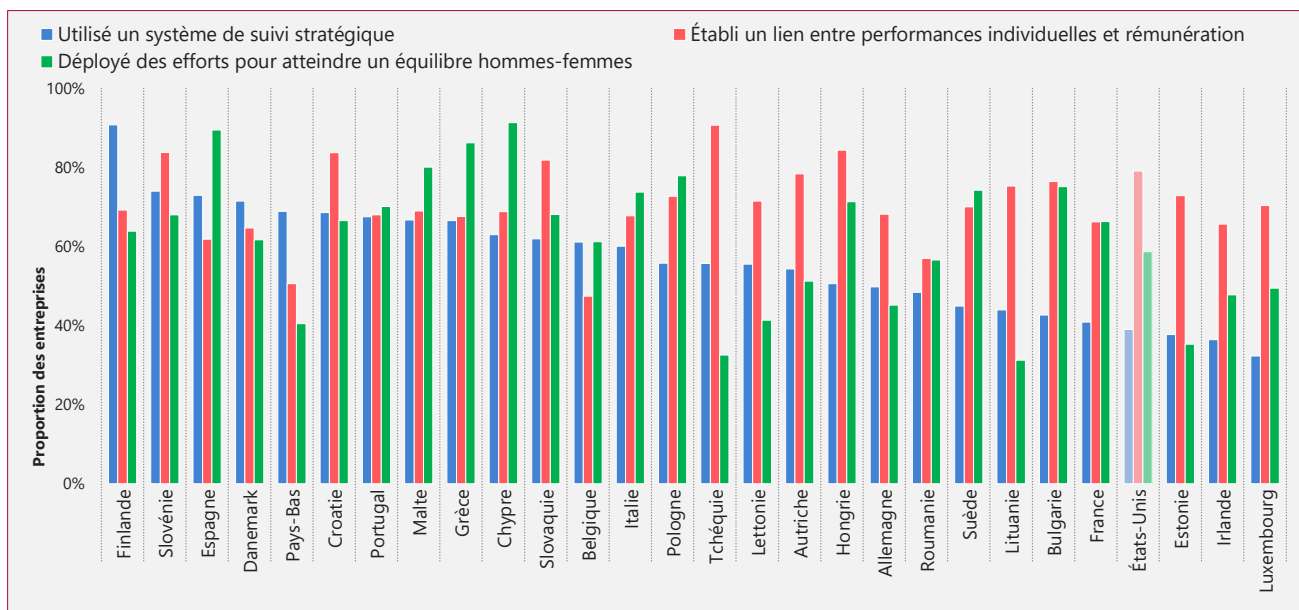
La proportion des entreprises qui s'appuient sur un système de surveillance stratégique est la plus élevée en Finlande (91 %) et la plus faible au Luxembourg (32 %). Les entreprises tchèques sont les plus susceptibles (91 %) d'établir un lien entre performances individuelles et rémunération. C'est à Chypre que les entreprises (91 %) déploient le plus d'efforts pour atteindre un équilibre hommes-femmes et en Lituanie qu'elles sont les moins actives (31 %).



Q. : En 2020, votre entreprise a-t-elle...?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

GESTION DE L'ENTREPRISE ET ÉQUILIBRE HOMMES-FEMMES PAR PAYS



Q. : En 2020, votre entreprise a-t-elle...?

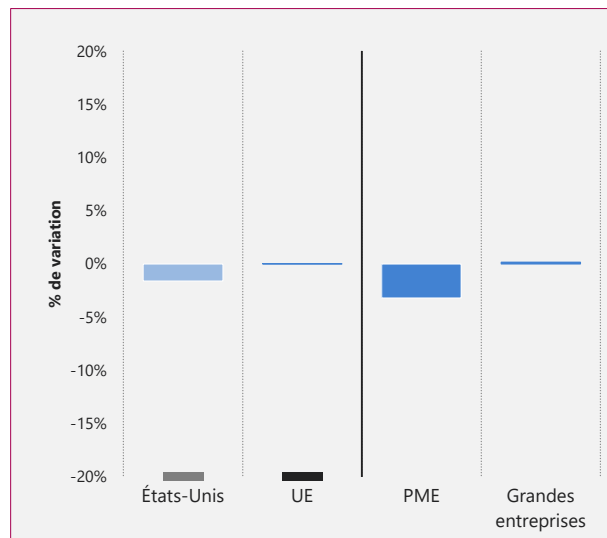
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Gestion de l'entreprise, équilibre hommes-femmes et effectifs

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

Dans l'ensemble, la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'incidence sur le niveau des effectifs des entreprises de l'UE au cours de l'année écoulée. Cette situation contraste avec celle des États-Unis, où une baisse des effectifs de 2 % en moyenne a été enregistrée. L'incidence de la pandémie de COVID-19 diffère dans l'UE selon que les entreprises appartiennent à la catégorie des PME ou des grandes entreprises. Les PME ont enregistré une baisse de 3 % de leurs effectifs, tandis que les grandes entreprises n'ont constaté aucune variation, en moyenne.

Les entreprises à Chypre, à Malte et en Lettonie ont été les plus durement touchées par la pandémie de COVID-19, avec une baisse des effectifs de 12 %, 5 % et 3 % respectivement. À l'opposé, les entreprises en Tchéquie, en Suède et en Croatie n'ont enregistré aucune variation de leurs effectifs. Dans certains pays, tels que les Pays-Bas, le Danemark et la Grèce, les entreprises ont même enregistré une augmentation des effectifs de 2 % en moyenne dans chacun des trois pays.

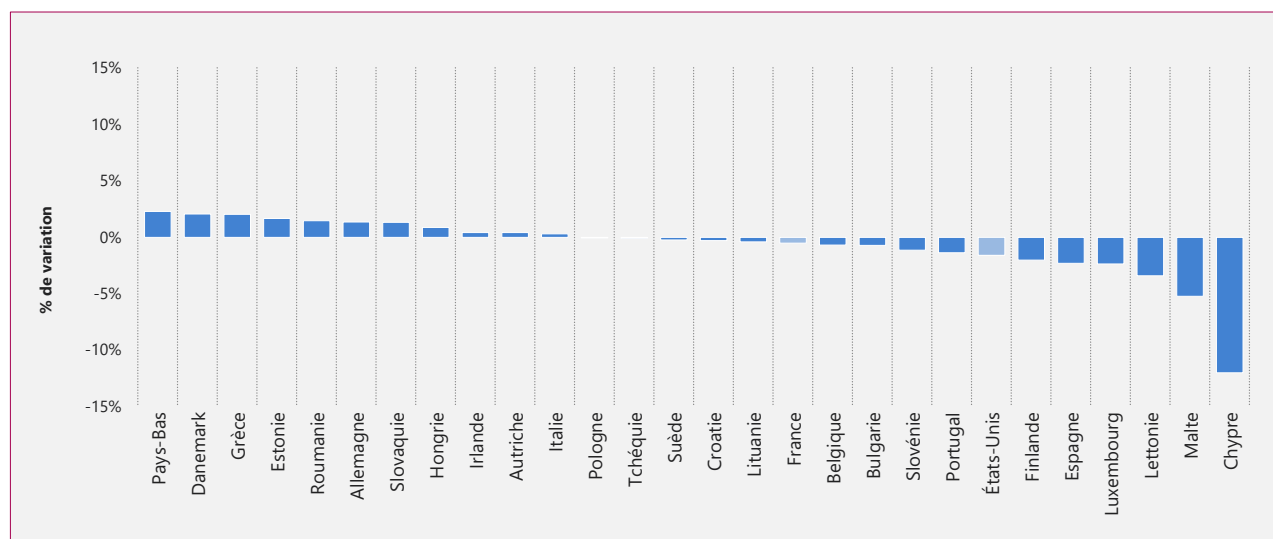


Q. : Combien de personnes votre entreprise emploie-t-elle, à temps plein et à temps partiel, vous inclus, sur l'ensemble de ses sites ?

Q. : Combien de personnes votre entreprise employait-elle à temps plein ou à temps partiel, sur l'ensemble de ses sites, au début de 2020, avant la pandémie de COVID-19 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19 PAR PAYS



Q. : Combien de personnes votre entreprise emploie-t-elle, à temps plein et à temps partiel, vous inclus, sur l'ensemble de ses sites ?

Q. : Combien de personnes votre entreprise employait-elle à temps plein ou à temps partiel, sur l'ensemble de ses sites, au début de 2020, avant la pandémie de COVID-19 ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Enquête 2021 du Groupe BEI sur l'investissement – Détails techniques spécifiques pour l'UE

INTERVALLES DE TOLÉRANCE APPLICABLES AUX POURCENTAGES SE SITUANT AU NIVEAU INDIQUÉ OU S'EN RAPPROCHANT

Les données finales sont calculées en fonction d'un échantillon et non pour l'ensemble de la population d'entreprises dans l'Union européenne de sorte que les pourcentages obtenus sont soumis aux intervalles de tolérance de l'échantillonnage. Ces derniers varient en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage concerné.

	États-Unis	UE	Industrie manufacturière	Construction	Services	Infrastructures	PME	Grandes entreprises	UE / AT	Industrie manufacturière / construction	PME / grandes entreprises
	(802)	(11 920)	(3 483)	(2 580)	(2 973)	(2 769)	(10 126)	(1 794)	(11 920 contre 11 971)	(3 483 contre 2 580)	(10 126 contre 1 794)
10 % ou 90 %	3,5 %	1,1 %	2,0 %	1,9 %	2,0 %	2,0 %	0,9 %	2,1 %	1,6 %	2,8 %	2,9 %
30 % ou 70 %	5,3 %	1,7 %	3,1 %	2,9 %	3,1 %	3,1 %	1,4 %	3,2 %	2,4 %	4,2 %	4,4 %
50 %	5,8 %	1,8 %	3,4 %	3,2 %	3,4 %	3,4 %	1,5 %	3,4 %	2,6 %	4,6 %	4,9 %

GLOSSAIRE

Investissement	Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures.
Cycle d'investissement	Il est déterminé en se basant sur les investissements attendus pendant l'exercice financier en cours par rapport à ceux du dernier exercice, ainsi que sur le pourcentage d'entreprises dont les investissements sont supérieurs à 500 EUR par employé.
Industrie manufacturière	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe C (industrie manufacturière).
Secteur de la construction	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe F (construction).
Secteur des services	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe G (commerce de gros et de détail) et du groupe I (hébergement et restauration).
Secteur des infrastructures	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises des groupes D et E (services collectifs), du groupe H (transports et entreposage) et du groupe J (information et communication).
PME	Entreprises comptant entre 5 et 249 employés.
Grandes entreprises	Entreprises comptant au moins 250 employés.

Remarque : l'enquête EIBIS 2021 se réfère de manière interchangeable à « l'exercice écoulé », au « dernier exercice financier » ou à « 2020 ». Toutes ces désignations se réfèrent aux résultats recueillis lors de l'enquête EIBIS 2021, la question posée se rapportant à l'exercice écoulé et la majeure partie de l'exercice étant située en 2020 au cas où l'exercice financier ne coïnciderait pas avec l'année civile 2020.

Enquête 2021 du Groupe BEI sur l'investissement – Détails techniques spécifiques pour l'UE

Cette synthèse par pays présente une sélection de conclusions fondées sur des entretiens téléphoniques (menés d'avril à juillet 2021) auprès de 11 920 entreprises situées dans l'Union européenne.

TAILLE DES ÉCHANTILLONS DE SONDAGE (*Graphiques regroupant plusieurs échantillons – en raison de l'espace limité, seul l'échantillon le plus petit est montré)

Définition de l'échantillon et référence des pages	États-Unis 2021	UE 2021/2020	Industrie manufacturière	Construction	Services	Infrastructures	PME	Grandes entreprises
* Graphiques regroupant plusieurs échantillons – en raison de l'espace limité, seul l'échantillon le plus petit est montré.								
Toutes les entreprises, p. 3, p. 11, p. 13, p. 18, p. 31.	802	11 920/11 971	3 483	2 580	2 973	2 769	10 126	1 794
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 3.	768	11 620/11 634	3 404	2 524	2 878	2 701	9 906	1 714
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 6.	800	11 860/0	3 463	2 569	2 963	2 751	10 077	1 783
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 7.	802	11 891/0	3 474	2 579	2 963	2 760	10 103	1 788
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 8.	768	11 814/11 971	3 450	2 560	2 944	2 745	10 045	1 769
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 9.	434	6 060 / n. d.	1 731	1 478	1 358	1 433	5 096	964
Entreprises qui indiquent que la pandémie de COVID-19 a eu une incidence positive/ stable sur leur chiffre d'affaires								
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 9.	332	5 700 / n. d.	1 702	1 072	1 576	1 296	4 904	796
Entreprises qui indiquent que la pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur leur chiffre d'affaires								
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 12.	793	11 765/11 727	3 449	2 546	2 926	2 731	10 003	1 762
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 14.	779	11 648/11 720	3 418	2 520	2 906	2 695	9 898	1 750
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 15.	618	8 780/9 039	2 646	1 937	2 021	2 092	7 413	1 367
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 16 et 17.	802	11 891/11 938	3 478	2 576	2 962	2 763	10 105	1 786
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 24.	777	11 882 / n. d.	3 474	2 575	2 960	2 758	10 098	1 784
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 25.	775	11 857 / n. d.	3 466	2 569	2 955	2 752	10 083	1 774
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 27.	743	11 518/11 477	3 369	2 495	2 858	2 685	9 811	1 707
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 28.	798	11 849/11 898	3 460	2 568	2 954	2 752	10 070	1 779
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 29.	783	11 384/0	3 334	2 458	2 830	2 653	9 655	1 729
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 30.	775	11 659/11 739	3 408	2 537	2 906	2 698	9 916	1 743
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 33.	784	11 653/11 767	3 380	2 546	2 906	2 708	9 942	1 711
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre)*, p. 34.	774	11 616/11 740	3 375	2 531	2 897	2 703	9 895	1 721
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 35.	794	11 664/11 402	3 412	2 532	2 899	2 710	9 943	1 721
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 4.	674	9 670/10 138	2 936	2 113	2 229	2 298	8 067	1 603
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 5.	667	9 523/9 874	2 812	2 116	2 227	2 269	8 063	1 460
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 22.	621	8 675/9 255	2 452	2 015	2 006	2 109	7 428	1 247
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 32.	673	9 617/10 181	2 880	2 125	2 241	2 273	8 115	1 502
Toutes les entreprises (sauf celles qui n'existaient pas il y a trois ans), p. 10.	802	11 910/11 949	3 480	2 577	2 969	2 769	10 117	1 793
Toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 19, p. 20 et p. 21.	802	11 920/11 971	3 483	2 580	2 973	2 769	10 126	1 794
Toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 23.	284	4 003/4 354	1 200	923	768	1 078	3 294	709
Toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre)*, p. 26.	281	3 964/4 310	1 195	917	756	1 063	3 249	715



**Banque
européenne
d'investissement**

La banque de l'UE

Département Analyses économiques
economics@eib.org
www.eib.org/economics

Bureau d'information
+352 4379-22000
info@eib.org

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
+352 4379-1
www.eib.org

 twitter.com/EIB

 facebook.com/EuropeanInvestmentBank

 youtube.com/EIBtheEUBank

© Banque européenne d'investissement, 02/2022 PDF: ISBN 978-92-861-5092-0

Union européenne

Vue d'ensemble

ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

2022